



MINISTRE DU TRAVAIL
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
REPUBLICQUE DU BÉNIN

SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL

CELLULE DE LA PLANIFICATION ET DE LA STATISTIQUE DU TRAVAIL

RAPPORT SUR LES STATISTIQUES DU TRAVAIL

Année : 2018



Version finale

Juin 2019

Avant-propos

Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG, 2016-2021), a inscrit en son pilier 1, « Consolider la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance » en son axe stratégique 2, « Amélioration de la gouvernance », les actions qui visent « la mise en place d'un cadre de performance efficace et transparent » en vue de faciliter la mesure des résultats. Dans ce cadre, un accent a été mis sur la nécessité de disposer des données probantes pour faciliter la mesure des progrès obtenus dans la mise en œuvre des politiques publiques.

En particulier, notre pays s'est engagé à recueillir, compiler et publier régulièrement les statistiques de base sur le travail en vue de l'appréciation des progrès réalisés en matière de travail décent à travers la ratification, le 06 avril 2000, de la convention n°160 de l'Organisation Internationale du Travail sur les statistiques du travail.

Mais depuis lors, tous les efforts entrepris pour rendre disponibles les données de base sur le travail sont peu perceptibles.

Cette situation met à mal les efforts de l'administration du travail dont les actions demeurent peu visibles. A juste titre, Abe BURROW le soulignait en ces termes : « la raison d'être des statistiques, c'est de vous donner raison ».

Ainsi, pour rendre disponibles les statistiques du travail, les moyens de la Cellule de la Planification et de la Statistique du Travail de la Direction Générale du Travail ont été renforcés, en vue de la réalisation des travaux de mise en place du Système Intégré de Recueil et de Publication des Statistiques du Travail.

Ces travaux ont conduit à la publication, en 2017, d'un premier rapport qui contient certaines données issues de la mise en œuvre des activités.

En ce qui concerne l'année 2018, elle a été marquée par des travaux d'identification de nouveaux besoins en informations ainsi que l'actualisation des outils du système afin d'assurer un niveau de complétude des données nécessaires à une meilleure satisfaction des besoins d'utilisation à divers niveaux, notamment pour la mise en place d'un cadre de performance efficace et transparent prévu au PAG 2016-2021.

En publiant cette deuxième édition du rapport sur les statistiques du travail, nous espérons que les utilisateurs y trouveront satisfaction. Je vous en souhaite une bonne exploitation.

Adidjatou A. MATHYS

Ministre du Travail et de la Fonction Publique



RAPPORT SUR LES STATISTIQUES ISSUES DES INTERVENTIONS DU MTFP EN
MATIERE DE TRAVAIL
Année 2018

Table des matières

Avant-propos	1
Sigles et abréviations	3
Liste des tableaux	4
Liste des graphiques	8
Résumé exécutif	9
Introduction	11
1. Mission de la Direction Générale du Travail.....	12
2. Méthodologie d'élaboration du rapport.....	13
3. Statistiques du travail par domaine d'intervention	14
3.1 Relations professionnelles	14
3.1.1 Médiation.....	14
3.1.2 Relations interprofessionnelles.....	19
3.1.3 Main d'œuvre	24
3.1.4 Inspection du travail	27
3.1.4.1 Visites d'inspections effectuées	27
3.1.1.1 Constats issus des visites d'inspections effectuées.....	29
3.1.1.1.1 Conditions de travail dans les entreprises visitées.....	29
3.1.1.1.2 Représentation du personnel (dialogue social).....	32
3.1.1.1.3 Protection sociale.....	35
3.1.1.1.4 Santé et sécurité au travail.....	37
3.1.1.1.5 Documents obligatoires	43
3.2 Normes du travail	45
3.3 Dialogue social	47
3.4 Sécurité et santé au travail.....	49
3.5 Mutualité et sécurité sociale	52
3.5.1 Mutualité et prévoyance sociale	52
3.5.2 Sécurité Sociale	55
3.6 Travail des enfants.....	56
Conclusion.....	58



Sigles et abréviations

ANPE	: Agence Nationale pour l'Emploi
BIT	: Bureau International du Travail
CCIB	: Chambre du Commerce et d'Industrie du Bénin
CDD	: Contrat à Durée Déterminée
CDI	: Contrat à Durée Indéterminée
CMPS	: Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale
CDN	: Comité Directeur National de lutte contre le travail des enfants
CNOPS	: Comité National d'Orientation de la Prévoyance Sociale
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CNSST	: Commission Nationale de Sécurité et Santé au Travail
CNT	: Conseil National du Travail
CPST	: Cellule de la Planification et de la Statistique du Travail
DDTFP	: Direction Départementale du Travail et de la Fonction Publique
DGT	: Direction Générale du Travail
DNT	: Direction des Normes du Travail
DRPDS	: Direction des Relations Professionnelles et du Dialogue Social
DSSMST	: Direction de la Sécurité Sociale, de la Mutualité et de la Santé au Travail
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PVNC	: Procès-Verbal de Non Conciliation
PVRA	: Procès-Verbal de Règlement Amiable
SIRP_Stat	: Système Intégré de Recueil et de Publication des Statistiques du Travail

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répartition des avis techniques donnés sur la législation du travail par département	14
Tableau 2 : Répartition des plaintes enregistrées par nature et par département	15
Tableau 3 : Répartition des plaintes enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement.....	16
Tableau 4: Répartition des plaintes individuelles enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement	17
Tableau 5: Répartition des plaintes collectives enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement	17
Tableau 6: Répartition des autorisations de licenciement économique délivrées par département ..	18
Tableau 7: Répartition des autorisations de licenciement de délégués du personnel délivrées par département	18
Tableau 7bis: Répartition des autorisations de licenciement des responsables syndicaux par département	19
Tableau 8: Répartition des conventions collectives de travail et accords d'établissements négociés par département	20
Tableau 9: Répartition des contrats de travail (nationaux et expatriés) reçus et visés par nature et par département	20
Tableau 10: Répartition des contrats de travail des nationaux reçus et visés par nature et par département	21
Tableau 11: Répartition des contrats de travail des expatriés reçus et visés par nature et par département	21
Tableau 12: Répartition des règlements intérieurs reçus et visés par département	22
Tableau 13: Répartition du nombre de syndicats de base déclarés par département.....	22
Tableau 14: Répartition du nombre d'entreprises ayant mis en place des délégués du personnel par département	23
Tableau 15: Répartition du nombre de procurations délivrées par département	24
Tableau 16: Répartition du nombre de demandes de permis de travail reçues et du nombre de permis de travail délivrés	24
Tableau 17: Répartition du nombre de contrats d'apprentissage reçus et visés par département	25
Tableau 18: Répartition du nombre de déclarations préalables d'établissements reçus et délivrées par département	25
Tableau 19: Répartition du nombre de demandes d'attestations d'existence reçues et attestations d'existence délivrées par département	26
Tableau 20: Répartition du nombre de demandes d'attestations de non litige reçues et attestations de de non litige délivrées par département.....	26
Tableau 21 : Répartition des visites d'inspection effectuées dans les entreprises par nature et par département	27



Tableau 22 : Répartition des lettres d'observation délivrées à la suite des visites d'inspection effectuées dans les entreprises par département	28
Tableau 23 : Répartition des visites de suivi effectuées dans les entreprises par département.....	28
Tableau 24 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les salaires minima par département	30
Tableau 26 : Répartition du nombre d'entreprises respectant le repos hebdomadaire par département	31
Tableau 27 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les congés annuels par département .	31
Tableau 28 : Répartition du nombre d'entreprises appliquant les heures supplémentaires par département	31
Tableau 29 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les conditions d'indemnisation des heures supplémentaires effectuées par département	32
Tableau 30 : Répartition du nombre d'entreprises ayant délivré des bulletins de paie par département	32
Tableau 31 : Répartition du nombre d'entreprises comportant des délégués du personnel par département	33
Tableau 32 : Répartition du nombre d'entreprises dans lesquelles sont organisées des rencontres des délégués du personnel avec l'employeur par département.....	34
Tableau 33 : Répartition du nombre d'entreprises comportant un ou des syndicat(s) par département	34
Tableau 34 : Répartition du nombre d'entreprises ayant été immatriculées à la CNSS par département	35
Tableau 35 : Répartition du nombre d'entreprises ayant déclaré tous les salariés à la CNSS par département	36
Tableau 36 : Répartition du nombre d'entreprises ayant versé régulièrement les cotisations sociales par département.....	36
Tableau 37 : Répartition du nombre d'entreprises prenant en charge les soins médicaux par département	37
Tableau 38 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les conditions d'hygiène au travail par département	39
Tableau 39 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de locaux sociaux (Toilettes) par département	39
Tableau 40 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de cabinets d'aisance séparés homme/femme par département.....	39
Tableau 41 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de couloir de circulation par département	40
Tableau 42 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'un système de signalisation des risques par département	40
Tableau 43 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'extincteurs par département.....	40



Tableau 44 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'Équipement de Protection Individuelle (EPI) par département.....	41
Tableau 45 : Répartition du nombre d'entreprises ayant déclaré les accidents de travail par département	41
Tableau 46 : Répartition du nombre d'entreprise ayant effectué des visites médicales périodiques par département	41
Tableau 47 : Répartition du nombre d'entreprises ayant effectué des visites médicales d'embauche par département	42
Tableau 48 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de registre de l'employeur par département	44
Tableau 49 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de registre des salaires par département	44
Tableau 50 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de règlement intérieur par département	44
Tableau 51 : Répartition du nombre de chefs d'entreprise et de travailleurs formés sur les droits fondamentaux de travail par département.....	45
Tableau 52 : Répartition du nombre d'entreprises ayant bénéficié des séances de vulgarisation des textes et lois en matière de travail par département	45
Tableau 53 : Répartition des personnes sensibilisées sur les textes et lois en matière de travail par département	46
Tableau 54 : Instruments internationaux ayant fait objet de soumission	46
Tableau 55 : Autres réalisations relatives aux normes du travail	46
Tableau 56 : Répartition des motions de grève par secteur	47
Tableau 57: Répartition du nombre de jours de grèves observées par secteur	48
Tableau 58: Doléances des organisations syndicales et fonctionnement des CSDS.....	48
Tableau 59: Répartition du nombre d'entreprises visitées respectant les normes de sécurité et santé au travail par département	49
Tableau 60: Répartition du nombre de comités d'Hygiène et de Sécurité fonctionnels par département	49
Tableau 61: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité disposant d'un programme d'activité annuel.....	50
Tableau 62: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité ayant effectué des visites des lieux de travail par département	50
Tableau 63: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité disposant de Procès-Verbal de réunion par département.....	50
Tableau 64: Répartition du nombre d'entreprises ayant installé des services de santé au travail par département	51
Tableau 66: Répartition du nombre de CHS ayant tenu des réunions au moins 4 fois dans l'année par département	51



Tableau 67: Répartition du nombre d'entreprises ayant installé un Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) par département	51
Tableau 68: Répartition des adhérents de la CMPS par département	52
Tableau 69: Répartition des bénéficiaires des prestations de la CMPS par département.....	53
Tableau 70: Répartition des prestations de la CMPS par département.....	54
Tableau 71: Indicateur de performance de la CMPS par département	54
Tableau 72: Répartition des bénéficiaires par type de pension.....	55
Tableau 73: Répartition des bénéficiaires par type de rente.....	56
Tableau 74: Répartition des demandeurs d'allocation familiale par type	56
Tableau 75: Répartition des enfants recensés dans les pires formes de travail par sexe, tranche d'âge et par département	56



Liste des graphiques

Graphique 1 : Avis techniques donnés sur la législation du travail par nature.....	15
Graphique 2 : Plaintes enregistrées en 2018 par nature comparées à la valeur de 2017	15
Graphique 3 : Contrats de travail visés en 2018 (expatriés et nationaux) par nature en comparaison à l'année 2017	21
Graphique 4 : Contrat de travail visés en 2018 (expatriés et nationaux) comparé à l'année 2017.....	22
Graphique 5 : Nombre d'entreprises ayant mis en place en 2018 des délégués du personnel par département comparé à l'année 2017.....	23
Graphique 6 : Nombre de Contrats d'apprentissage visés en 2018 par département comparé à l'année 2017	25
Graphique 7: Visites d'inspection effectuées dans les entreprises en 2018 par nature et par département comparées à 2017	28
Graphique 8 : Synthèse des conditions de travail au sein des entreprises visitées (en %).....	30
Graphique 9 : Synthèse des constats relatifs à la représentation du personnel (Dialogue social) au sein des entreprises (en %)	33
Graphique 10 : Synthèse des constats sur l'état de la protection sociale au sein des entreprises visitées (en %).....	35
Graphique 11 : Synthèse des constats relatifs à la sécurité et santé au travail au sein des entreprises visitées (en %).....	38
Graphique 12 : Synthèse des constats relatifs à la tenue des documents obligatoires au sein des entreprises visitées.....	43
Graphique 13 : Nombre de motions de grève enregistrées en 2018 comparé à celui de 2017	48
Graphique 14 : Nombre d'adhérents de la CMPS enregistrés en 2018 comparé à celui de 2017	53
Graphique 15 : Nombre de bénéficiaires des prestations de la CMPS enregistrés en 2018 comparé à celui de 2017	53
Graphique 16 : Indicateurs de performance de la CMPS	54
Graphique 17 : Prestations de la CNSS.....	55
Graphique 18 : Enfants recensés dans les pires dormes de travail des enfants par sexe.....	57
Graphique 19 : Enfants recensés en 2018 dans les pires dormes de travail des enfants par département et comparaison avec l'année 2017	57



Le rapport sur les statistiques du travail au titre de l'année 2018 est un produit du Système Intégré de Recueil et de Publication des Statistiques du Travail (SIRP_Stat) dont l'objectif est de rendre disponibles les informations nécessaires à la conception, au suivi et à l'évaluation des interventions en matière de travail. L'édition de 2018 présente les données sur les relations professionnelles, les normes du travail, le dialogue social, la sécurité et santé au travail, la mutualité et sécurité sociale et le travail des enfants.

Relations professionnelles

En ce qui concerne les relations professionnelles, les services de l'administration du travail ont offert aux entreprises 2 447 avis techniques sur la législation du travail et ont enregistré en 2018, une baisse de 2,39% des plaintes. Ces dernières sont de 2 091 en 2017 contre 2041 en 2018.

Par ailleurs, la régulation des licenciements économiques a permis d'autoriser 85,62% des demandes reçues.

S'agissant des relations interprofessionnelles, il convient de noter que 96,25% des demandes de visas de contrat de travail ont été approuvées. Le nombre de contrats ainsi visés a connu un progrès de 14,69% par rapport à l'année 2017 (21534 en 2018 contre 18776 en 2017).

Relativement à la main d'œuvre, 98,33% des demandes de permis de travail aux expatriés ont été satisfaites. Il est à soulager que l'année 2018 a connu une augmentation de 57% des contrats d'apprentissage visés.

Quant à l'inspection du travail, on note une intensification des visites d'inspection dans les entreprises qui s'est traduite par une hausse de 81,80% par rapport à l'année 2017, soit 829 visites contre 456 en 2017. A l'issue de ces visites, 459 lettres d'observations ont été délivrées ainsi que 424 visites de suivi effectuées. Il convient de mentionner que ces visites d'inspection ont eu lieu dans 821 entreprises en 2018. Les constats permettent de conclure que seulement 14,68% des entreprises respectent la législation du travail.



Normes du travail

Les actions de promotion des normes du travail ont priorisé la formation des chefs d'entreprises, la sensibilisation des acteurs ainsi que la vulgarisation des textes dans 377 entreprises. Au total, le nombre de chefs d'entreprises formés sur les droits fondamentaux de travail est six fois plus élevé que l'année 2017, soit 725 en 2018 contre 120 en 2017.

Dialogue social

L'année 2018 a été marquée par une baisse de 42% des motions de grève comparativement à l'année 2017 (31 en 2018 contre 53 en 2017). Par ailleurs, 255 jours de grève ont été observés sur le plan national. En outre, 30,14 % des doléances transmises à l'occasion de la journée internationale du travail au titre de 2018 ont été satisfaites.

Sécurité et santé au travail

Le taux de prévalence des Accidents de Travail et des Maladies Professionnelles en 2018 est estimé à 0,26%. Il convient de noter que 19 entreprises ont installé des Comité d'Hygiène et de Sécurité au Travail ainsi que les services de santé au travail au titre de l'année 2018.

Mutualité et sécurité sociale

En 2018, la Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale a connu par rapport à 2017, une baisse de 25,53% de nouveaux adhérents (872 en 2018 contre 1171 en 2017) et une baisse de 2,08% des bénéficiaires des prestations. Au total, la CMPS a enregistré en fin décembre 2018, 44 235 adhérents des prestations d'assurance maladies et 274 adhérents d'assurance retraite. Par ailleurs, le taux de solvabilité financière est de 6,35%.

S'agissant de la sécurité sociale, 6 567 demandeurs d'allocation familiale, 1 244 bénéficiaires de rente et 26 898 bénéficiaires de pensions.

Travail des enfants

Le nombre d'enfants recensés dans les pires formes de travail a régressé de 20,77% entre 2017 et 2018 en passant de 1035 en 2017 à 820 en 2018. Près de 7 enfants sur 10 recensés dans les pires formes de travail des enfants sont les filles (67,80%).

Introduction

La nécessité de disposer des statistiques dans tous les secteurs de l'économie a toujours été une préoccupation majeure dans le processus de développement de tout pays. Les statistiques permettent une meilleure compréhension de la problématique de développement de chaque secteur et facilitent la mise en place des interventions idoines. En outre, elles sont indispensables pour le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre ainsi qu'une évaluation rigoureuse des résultats obtenus, en vue d'éclairer la prise de décision et d'accroître la transparence et la responsabilisation des acteurs à divers niveaux.

Conscient de cette importance, le Bénin a ratifié depuis le 06 avril 2000, la convention n° 160 de l'Organisation Internationale du Travail sur les statistiques du travail et s'est donc engagé à recueillir, compiler et publier régulièrement les statistiques de base du travail en vue de l'appréciation des progrès réalisés en matière de travail décent.

Aussi, le Gouvernement a-t-il inscrit la « mise en place d'un cadre de performance efficace et transparent » au titre de l'action 1 : « Dynamiser et moderniser l'administration » relative à l'axe 2 : « Amélioration de la gouvernance » en vue de faciliter la mesure des résultats sur la base des données probantes.

Pour rendre disponibles ces statistiques, la Direction Générale du Travail avec l'appui technique de la Direction de la Programmation et de la Prospective, s'est lancée dans un processus de mise en place d'un Système Intégré de Recueil et de Publication des Statistiques du Travail (SIRP_Stat).

Le présent rapport sur les statistiques du travail au titre de l'année 2018 est l'un des produits de ce système. Il fournit essentiellement les informations relatives à certains domaines d'appréciation du travail décent à savoir : i) relations professionnelles ; ii) normes du travail ; iii) dialogue social ; iv) sécurité et santé au travail ; v) mutualité et sécurité sociale, vi) travail des enfants.



1. Mission de la Direction Générale du Travail

Conformément aux dispositions de l'article 54 du décret n° 2018-029 du 31 janvier 2018 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère du Travail et de la Fonction Publique, la Direction Générale du Travail (DGT) est « l'organe de promotion de la politique de l'Etat en matière de travail ». Elle assure donc la mise en place du cadre législatif, réglementaire et conventionnel en matière de travail, de main-d'œuvre et de sécurité sociale dans tous les secteurs d'activités ainsi que la promotion des relations internationales, de la santé au travail, du dialogue social en milieu du travail, la lutte contre le travail des enfants et la publication des statistiques du travail.

Pour assurer sa mission, la DGT dispose de trois (03) Directions et d'une (01) Cellule à savoir : i) la Direction des Normes du Travail (DNT) ; ii) la Direction des Relations Professionnelles et du Dialogue Social (DRPDS) ; iii) la Direction de la Sécurité Sociale, de la Mutualité et de la Santé au Travail (DSSMST) ; iv) la Cellule de la Planification et de la Statistique du Travail (CPST).

Elle travaille en collaboration avec d'autres structures comme la CMPS, la CNSS, les DDTFP, le CNP, la CCIB, etc.

La Direction Générale du Travail assure également le Secrétariat Permanent du Conseil National du Travail (CNT), de la Commission Nationale de Sécurité et de Santé au Travail (CNSST), de la Commission Nationale d'Orientation de la Prévoyance Sociale (CNOPS), du Comité directeur national de lutte contre le travail des enfants et de la Commission Nationale de Négociations Gouvernement Centrales et Confédérations Syndicales ainsi que la conduite du dialogue social pour un climat social apaisé sur le lieu de travail et dans le pays.



2. Méthodologie d'élaboration du rapport

Quatre principales étapes ont conduit à l'élaboration du présent rapport sur les statistiques issues des interventions du ministère en matière de travail.

- i) la collecte des données organisée du 25 au 30 août 2019 impliquant les chargés de statistiques du travail et les différentes structures du ministère productrices des données sur le travail et la sécurité sociale notamment la DGT, la CMPS, la CNSS et les DDTFP;
- ii) la saisie, l'apurement et le traitement des données qui ont permis de rendre disponibles les tableaux statistiques selon les besoins d'exploitation ;
- iii) l'étape de validation des données le 13 septembre 2019 impliquant les producteurs de données à divers niveaux en vue de s'assurer de l'exactitude des données collectées ;
- iv) les réunions techniques de rédaction et de pré-validation du rapport tenues respectivement les 24 et 25 septembre 2019 ;
- v) la validation du rapport au Comité de Cabinet du Ministre du Travail et de la Fonction Publique.



3. Statistiques du travail par domaine d'intervention

Les statistiques issues des interventions du ministère en matière de travail, présentées ici, concernent les relations professionnelles, les normes du travail, le dialogue social, la sécurité et santé au travail, la mutualité et sécurité sociale et le travail des enfants.

3.1 Relations professionnelles

Les données relatives aux relations professionnelles concernent la médiation, les relations interprofessionnelles, la main d'œuvre et l'inspection du travail.

3.1.1 Médiation

Au titre de l'année 2018, les services de l'administration du travail ont offert aux entreprises ayant sollicité leur intervention, 2 447 avis techniques sur la législation du travail dont 94,32% relèvent des conseils verbaux (Tableau 1). De même, 2 041 plaintes ont été enregistrées contre 2 091 en 2017, soit une baisse de 2,39% (Tableau 2). La grande majorité des plaintes enregistrées sont des plaintes individuelles (92,06 %). Il faut noter que ces dernières ont connu une évolution de 1,08% par rapport à l'année 2017 (Graphique 2).

Le traitement des plaintes enregistrées a fait l'objet d'établissement en 2018, de 2412 procès-verbaux de litiges dont 57,34% sont des procès-verbaux de non-conciliation (Tableau 3). Il faut noter que 5,26% (136) des plaintes enregistrées sont en instance de règlement.

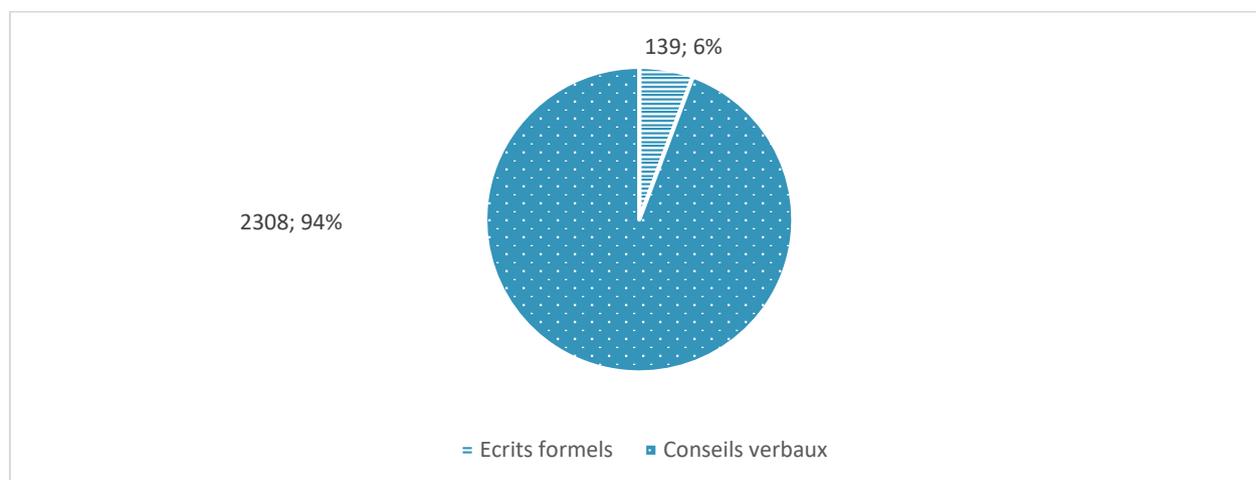
Par ailleurs, 125 autorisations de licenciements économiques ont été délivrées sur 146 demandes reçues, soit 85,62% (Tableau 6). De plus, 15 autorisations de licenciements de délégués du personnel et 21 autorisations de délégués syndicaux ont été accordées (Tableau 7 et 7bis).

Tableau 1 : Répartition des avis techniques donnés sur la législation du travail par département

Départements	Ecrits formels (a)	Conseils verbaux (b)	Total (c)	Pourcentage		Total
				Ecrits formels (a/c)	Conseils verbaux (b/c)	
Atacora-Donga	33	441	474	6,96	93,04	100,00
Atlantique-Littoral	52	221	273	19,05	80,95	100,00
Borgou-Alibori	19	1200	1219	1,56	98,44	100,00
Mono-Couffo	9	173	182	4,95	95,05	100,00
Ouémé-Plateau	6	8	14	42,86	57,14	100,00
Zou-Collines	20	265	285	7,02	92,98	100,00
Total	139	2308	2447	5,68	94,32	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 1 : Avis techniques donnés sur la législation du travail par nature



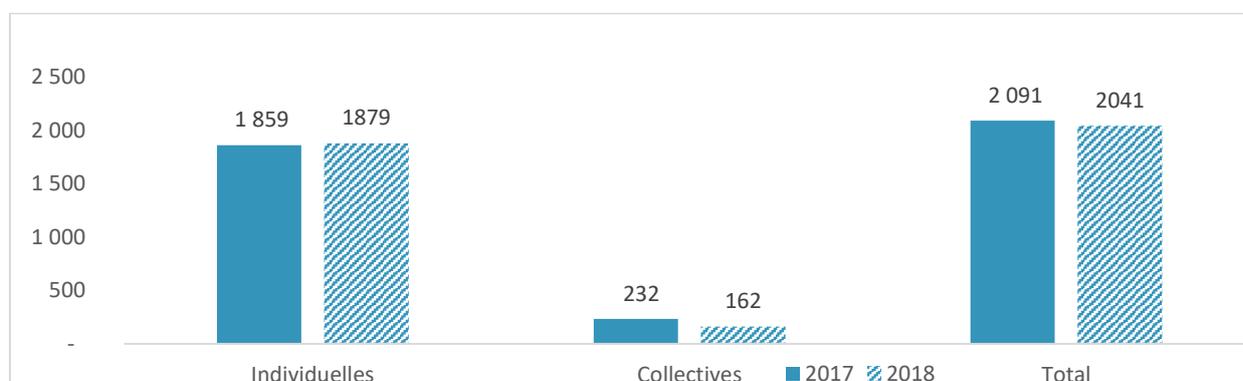
Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 2 : Répartition des plaintes enregistrées par nature et par département

Départements	Plaintes		Total (c)	Pourcentage (%)		
	Individuelles (a)	Collectives (b)		Individuelles (a/c)	Collectives (b/c)	Total
Atacora-Donga	72	10	82	87,80	12,20	100,00
Atlantique-Littoral	1399	105	1504	93,02	6,98	100,00
Borgou-Alibori	97	15	112	86,61	13,39	100,00
Mono-Couffo	55	0	55	100,00	0,00	100,00
Ouémé-Plateau	165	26	191	86,39	13,61	100,00
Zou-Collines	91	6	97	93,81	6,19	100,00
Total	1879	162	2041	92,06	7,94	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 2 : Plaintes enregistrées en 2018 par nature comparées à la valeur de 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 3 : Répartition des plaintes enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement

Départements	Issue de la tentative de règlement				Total	Pourcentage				
	Abandons/ retrait de plaintes	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non conciliation (PVNC)	Instance de règlement		Abandons/ retrait de plaintes	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non conciliation (PVNC)	Instance de règlement	Total
Atacora- Donga	6	40	18	18	82	7,32	48,78	21,95	21,95	100,00
Atlantique- Littoral	8	732	1130	99	1969	0,41	37,18	57,39	5,03	100,00
Borgou-Alibori	6	67	45	14	132	4,55	50,76	34,09	10,61	100,00
Mono-Couffo	6	24	44	0	74	8,11	32,43	59,46	0,00	100,00
Ouémé- Plateau	5	132	72	0	209	2,39	63,16	34,45	0,00	100,00
Zou-Collines	5	34	74	5	118	4,24	28,81	62,71	4,24	100,00
Total	36	1029	1383	136	2584	1,39	39,82	53,52	5,26	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 4: Répartition des plaintes individuelles enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement

Départements	Issue de la tentative de règlement				Pourcentage			
	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non conciliation (PVNC)	Instance de règlement	Total	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non conciliation (PVNC)	Instance de règlement	Total
Atacora-Donga	32	16	18	66	48,48	24,24	27,27	100,00
Atlantique-Littoral	693	957	99	1749	39,62	54,72	5,66	100,00
Borgou-Alibori	67	34	10	111	60,36	30,63	9,01	100,00
Mono-Couffo	24	44	0	68	35,29	64,71	0,00	100,00
Ouémé-Plateau	41	50	0	91	45,05	54,95	0,00	100,00
Zou-Collines	29	74	5	108	26,85	68,52	4,63	100,00
Total	886	1175	132	2193	40,40	53,58	6,02	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 5: Répartition des plaintes collectives enregistrées par nature et par département selon l'issue de la tentative de règlement

Départements	Issue de la tentative de règlement				Pourcentage			
	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non-conciliation (PVNC)	instance de règlement	Total	Procès-verbaux de règlement à l'amiable (PVRA)	Procès-verbaux de non conciliation (PVNC)	Instance de règlement	Total
Atacora-Donga	8	2	0	10	80,00	20,00	0,00	100,00
Atlantique-Littoral	39	173	0	212	18,40	81,60	0,00	100,00
Borgou-Alibori	0	11	4	15	0,00	73,33	26,67	100,00
Mono-Couffo	0	0	0	0				
Ouémé-Plateau	91	22	0	113	80,53	19,47	0,00	100,00
Zou-Collines	5	0	0	5	100,00	0,00	0,00	100,00
Total	143	208	4	355	40,28	58,59	1,13	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018



Tableau 6: Répartition des autorisations de licenciement économique délivrées par département

Départements	Demandes d'autorisation de licenciement économique reçues (a)	Autorisations de licenciement économique délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	1	1	100,00
Atlantique-Littoral	125	115	92,00
Borgou-Alibori	7	6	85,71
Mono-Couffo	11	1	9,09
Ouémé-Plateau	2	2	100,00
Zou-Collines	0	0	
Total	146	125	85,62

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 7: Répartition des autorisations de licenciement de délégués du personnel délivrées par département

Départements	Demandes d'autorisation de licenciement de délégués du personnel reçues (a)	Autorisations de licenciement de délégué du personnel délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	1	1	100,00
Atlantique-Littoral	17	14	82,35
Borgou-Alibori	1	0	0,00
Mono-Couffo	0	0	
Ouémé-Plateau	0	0	
Zou-Collines	0	0	
Total	19	15	78,95

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 7bis: Répartition des autorisations de licenciement des responsables syndicaux par département

Départements	Demandes d'autorisation de licenciement des responsables syndicaux reçues (a)	Autorisations de licenciement des responsables syndicaux délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atlantique-Littoral	17	21	123,53
Total	17	21	123,53

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.1.2 Relations interprofessionnelles

Les relations interprofessionnelles ont fait objet d'établissement de 21534 contrats de travail qui ont reçu le visa de l'administration du travail contre une demande de visa de contrat de travail de 22 372 soit 96,25% (Tableau 9). Le nombre de contrat visés en 2018 a connu un progrès de 14,69% par rapport à l'an dernier (Graphique 3). Cette progression est remarquée à la fois au niveau des CDD (14,26 %) et des CDI (18,68 %). La grande majorité des contrats de travail visés en 2018 sont des CDD (90%).

Par ailleurs, 12 conventions collectives de travail et accords d'établissements ont été négociés, 36 règlements intérieurs ont été visés et 12 syndicats de base déclarés sur l'ensemble du territoire national (Tableaux 8 ; 12 et 13).

Enfin, l'année 2018 a été marquée par l'installation des délégués du personnel dans 61 entreprises (Tableaux 14 et graphique 5).



Tableau 8: Répartition des conventions collectives de travail et accords d'établissements négociés par département

Départements	Demandes de conventions collectives de travail et accords d'établissements reçues (a)	Conventions collectives de travail et accords d'établissements négociés (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	0	0	
Atlantique-Littoral	11	11	100,00
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	1	1	100,00
Ouémé-Plateau	0	0	
Zou-Collines	0	0	
Total	12	12	100,00

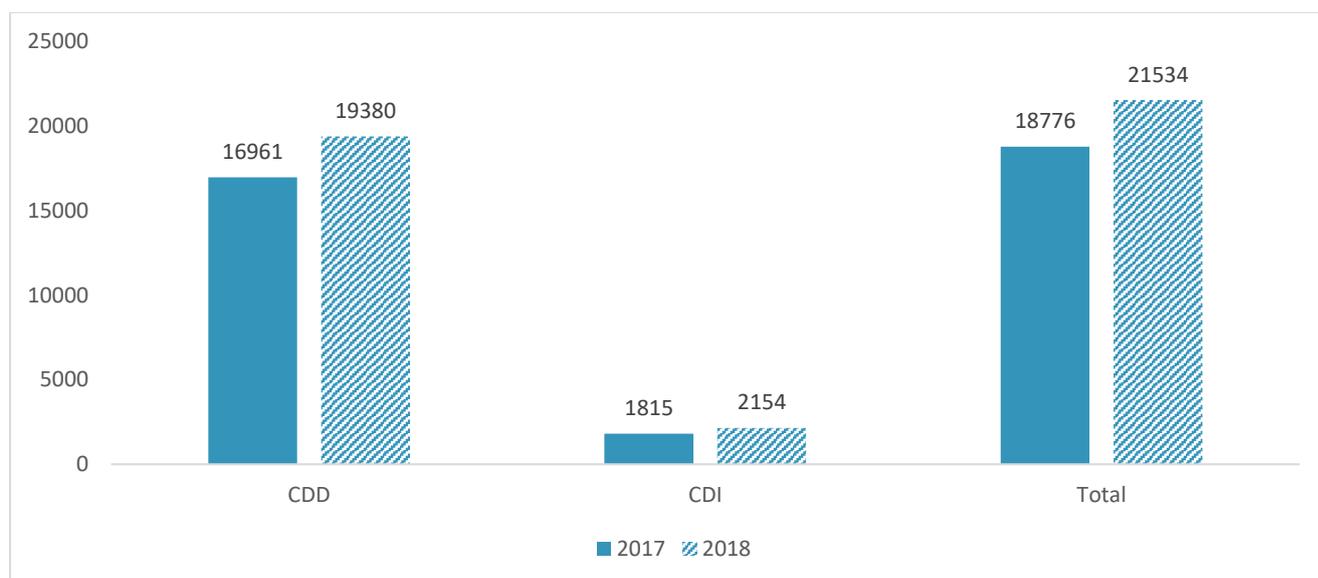
Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 9: Répartition des contrats de travail (nationaux et expatriés) reçus et visés par nature et par département

Départements	Contrats de travail reçus			Contrats de travail visés			Pourcentage		
	CDD (a)	CDI (b)	Total (c)	CDD (d)	CDI (e)	Total (f)	CDD (d/a)	CDI (e/b)	Total (f/c)
Atacora-Donga	587	182	769	587	182	769	100,00	100,00	100,00
Atlantique-Littoral	13519	924	14443	12697	909	13606	93,92	98,38	94,20
Borgou-Alibori	2978	612	3590	2978	612	3590	100,00	100,00	100,00
Mono-Couffo	239	44	283	238	44	282	99,58	100,00	99,65
Ouémé-Plateau	879	144	1023	879	144	1023	100,00	100,00	100,00
Zou-Collines	2001	263	2264	2001	263	2264	100,00	100,00	100,00
Total	20203	2169	22372	19380	2154	21534	95,93	99,31	96,25

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 3 : Contrats de travail visés en 2018 (expatriés et nationaux) par nature en comparaison à l'année 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 10: Répartition des contrats de travail des nationaux reçus et visés par nature et par département

Départements	Contrat de travail des nationaux reçus			Contrat de travail des nationaux visés			Pourcentage		
	CDD (a)	CDI (b)	Total (c)	CDD (d)	CDI (e)	Total (f)	CDD (d/a)	CDI (e/b)	Total (f/c)
Atacora-Donga	587	182	769	587	182	769	100,00	100,00	100,00
Atlantique-Littoral	12503	861	13364	11703	847	12550	93,60	98,37	93,91
Borgou-Alibori	2978	612	3590	2978	612	3590	100,00	100,00	100,00
Mono-Couffo	239	44	283	238	44	282	99,58	100,00	99,65
Ouémé-Plateau	879	144	1023	879	144	1023	100,00	100,00	100,00
Zou-Collines	2001	263	2264	2001	263	2264	100,00	100,00	100,00
Total	19187	2106	21293	18386	2092	20478	95,83	99,34	96,17

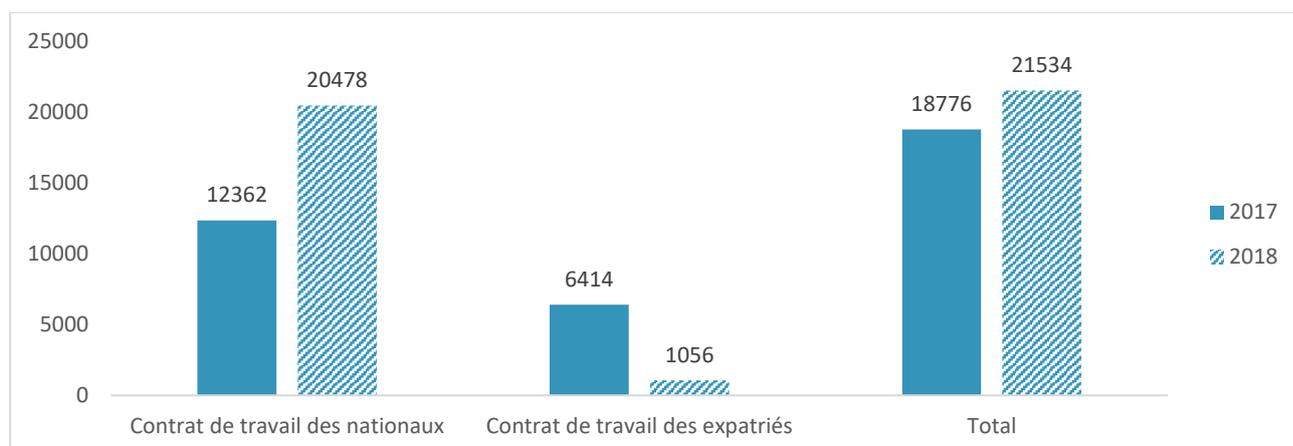
Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 11: Répartition des contrats de travail des expatriés reçus et visés par nature et par département

Départements	Contrat de travail des expatriés reçus			Contrat de travail des expatriés visés			Pourcentage		
	CDD (a)	CDI (b)	Total (c)	CDD (d)	CDI (e)	Total (f)	CDD (d/a)	CDI (e/b)	Total (f/c)
Atlantique-Littoral	1016	63	1079	994	62	1056	97,83	98,41	97,87
Total	1016	63	1079	994	62	1056	97,83	98,41	97,87

Source : DGT, 2018

Graphique 4 : Contrat de travail visés en 2018 (expatriés et nationaux) comparé à l'année 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 12: Répartition des règlements intérieurs reçus et visés par département

Départements	Règlements intérieurs reçus (a)	Règlements intérieurs visés (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	1	1	100,00
Atlantique-Littoral	32	32	100,00
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	1	1	100,00
Ouémé-Plateau	1	1	100,00
Zou-Collines	1	1	100,00
Total	36	36	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 13: Répartition du nombre de syndicats de base déclarés par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	0	0,00
Atlantique-Littoral	11	91,67
Borgou-Alibori	1	8,33
Mono-Couffo	0	0,00
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	0	0,00
Total	12	100,00

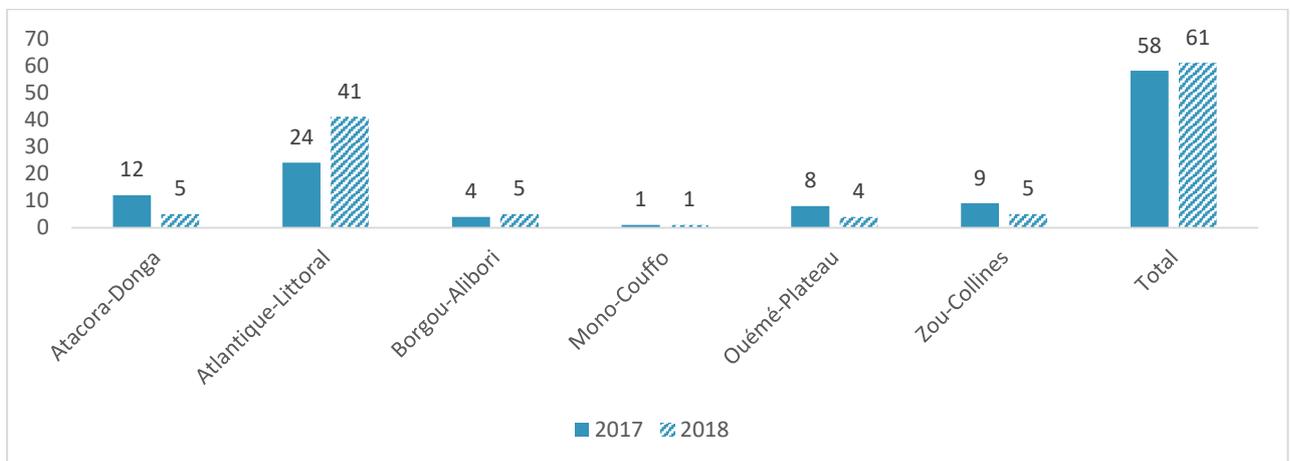
Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 14: Répartition du nombre d'entreprises ayant mis en place des délégués du personnel par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	5	8,20
Atlantique-Littoral	41	67,21
Borgou-Alibori	5	8,20
Mono-Couffo	1	1,64
Ouémé-Plateau	4	6,56
Zou-Collines	5	8,20
Total	61	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 5 : Nombre d'entreprises ayant mis en place en 2018 des délégués du personnel par département comparé à l'année 2017



3.1.3 Main d'œuvre

En ce qui concerne la main d'œuvre, 1181 permis de travail ont été délivrés sur une demande de 1 201, soit 98,33% des demandes satisfaites (Tableau 16). De plus, les 157 contrats d'apprentissage soumis au visa des services de l'administration du travail ont été visés (Tableau 17). Il faut souligner que le nombre de contrats d'apprentissage visés en 2018 a connu une augmentation de 57% par rapport à l'année 2017 (Graphique 6).

Par ailleurs, 13 procurations, 21 déclarations préalables d'établissement, 73 attestations d'existence et 73 attestations de non litige ont été délivrées (Tableaux 15, 18, 19 et 20).

Tableau 15: Répartition du nombre de procurations délivrées par département

Départements	Demandes de procurations reçues (a)	Procurations délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	0	0	
Atlantique-Littoral	3	3	100,00
Borgou-Alibori	10	10	100,00
Mono-Couffo	0	0	
Ouémé-Plateau	0	0	
Zou-Collines	0	0	
Total	13	13	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 16: Répartition du nombre de demandes de permis de travail reçues et du nombre de permis de travail délivrés

Départements	Demandes de permis de travail reçues (a)	Permis de travail délivrés (b)	Pourcentage (b/a)
Atlantique-Littoral	1201	1181	98,33
Total	1201	1181	98,33

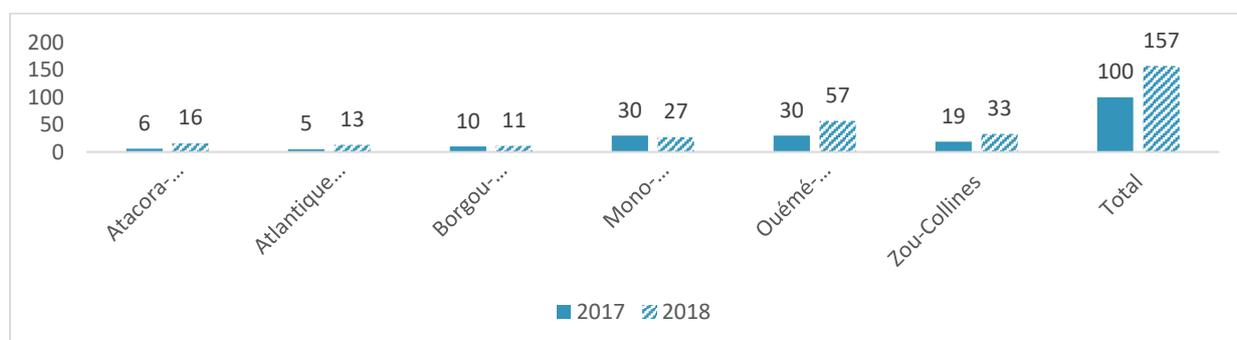
Source : DGT, 2018

Tableau 17: Répartition du nombre de contrats d'apprentissage reçus et visés par département

Départements	Contrats d'apprentissage reçus (a)	Contrats d'apprentissage visés (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	16	16	100,00
Atlantique-Littoral	13	13	100,00
Borgou-Alibori	11	11	100,00
Mono-Couffo	27	27	100,00
Ouémé-Plateau	57	57	100,00
Zou-Collines	33	33	100,00
Total	157	157	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 6 : Nombre de Contrats d'apprentissage visés en 2018 par département comparé à l'année 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 18: Répartition du nombre de déclarations préalables d'établissements reçus et délivrés par département

Départements	Déclarations préalables d'établissements reçues (a)	Déclarations préalables d'établissements délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	0	0	
Atlantique-Littoral	21	21	100,00
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	0	0	
Ouémé-Plateau	0	0	
Zou-Collines	0	0	
Total	21	21	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 19: Répartition du nombre de demandes d'attestations d'existence reçues et attestations d'existence délivrées par département

Départements	Demandes d'attestations d'existence reçues (a)	Attestations d'existence délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	7	7	100,00
Atlantique-Littoral	42	63	150,00
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	1	1	100,00
Ouémé-Plateau	0	2	
Zou-Collines	0	0	
Total	50	73	146,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 20: Répartition du nombre de demandes d'attestations de non litige reçues et attestations de de non litige délivrées par département

Départements	Demandes d'attestations de non litige reçues (a)	Attestations de non litige délivrées (b)	Pourcentage (b/a)
Atacora-Donga	7	7	100,00
Atlantique-Littoral	42	63	150,00
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	1	1	100,00
Ouémé-Plateau	0	2	
Zou-Collines	0	0	
Total	50	73	146,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.1.4 Inspection du travail

Cette section présente les données issues des visites d'inspection effectuées ainsi que les constats issus de ces visites.

3.1.4.1 Visites d'inspections effectuées

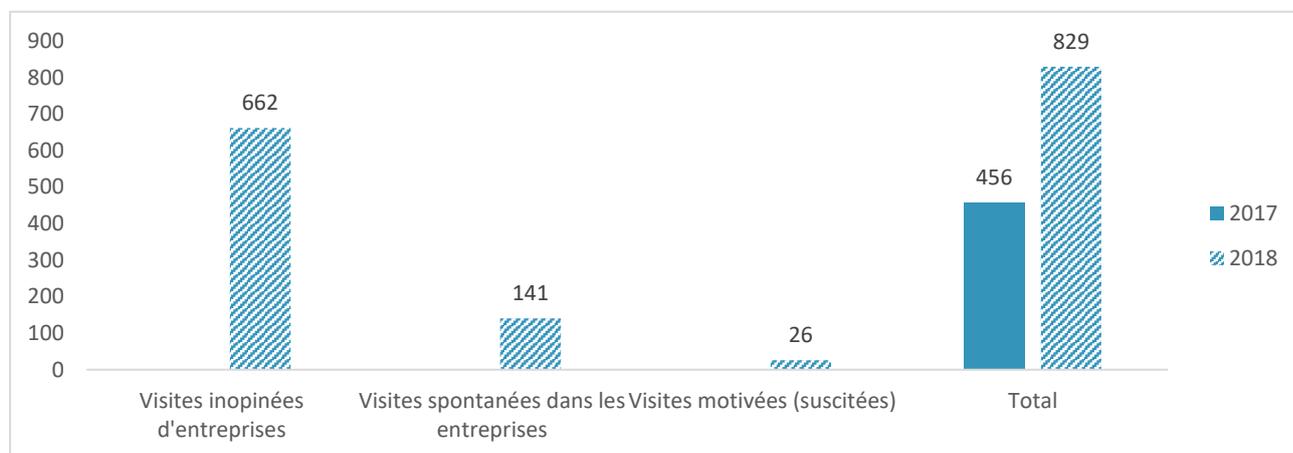
L'année 2018 a été marquée par une intensification des visites d'inspection dans les entreprises. En effet, au cours de l'année, il a été enregistré 829 visites d'inspection dans les entreprises contre 456 en 2017 soit une hausse de 81,80 % (Tableau 21 et graphique 7). La grande majorité des visites sont des visites inopinées d'entreprises (79,86%). Les départements de l'Atacora-Donga, de l'Ouémé-Plateau et du Zou-collines enregistrent à eux seuls, plus de 6 visites sur 10 effectuées (61,52%). Par ailleurs, 459 lettres d'observations ont été délivrées à la suite des visites ainsi que 424 visites de suivi effectuées (Tableaux 16 et 23).

Tableau 21 : Répartition des visites d'inspection effectuées dans les entreprises par nature et par département

Départements	Nature de la visite			Total	Pourcentage			
	Visites inopinées d'entreprises	Visites spontanées dans les entreprises	Visites motivées (suscitées)		Visites inopinées d'entreprises	Visites spontanées dans les entreprises	Visites motivées (suscitées)	
Atacora-Donga	138	15	7	160	86,25	9,38	4,38	100,00
Atlantique-Littoral	100	0	4	104	96,15	0,00	3,85	100,00
Borgou-Alibori	110	0	4	114	96,49	0,00	3,51	100,00
Mono-Couffo	0	101	0	101	0,00	100,00	0,00	100,00
Ouémé-Plateau	155	25	8	188	82,45	13,30	4,26	100,00
Zou-Collines	159	0	3	162	98,15	0,00	1,85	100,00
Total	662	141	26	829	79,86	17,01	3,14	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique7: Visites d'inspection effectuées dans les entreprises en 2018 par nature et par département comparées à 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 22 : Répartition des lettres d'observation délivrées à la suite des visites d'inspection effectuées dans les entreprises par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	0	0,00
Atlantique-Littoral	94	20,48
Borgou-Alibori	110	23,97
Mono-Couffo	63	13,73
Ouémé-Plateau	30	6,54
Zou-Collines	162	35,29
Total	459	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 23 : Répartition des visites de suivi effectuées dans les entreprises par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	50	11,79
Atlantique-Littoral	10	2,36
Borgou-Alibori	50	11,79
Mono-Couffo	25	5,90
Ouémé-Plateau	188	44,34
Zou-Collines	101	23,82
Total	424	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.1.1.1 Constats issus des visites d'inspections effectuées

Les données présentées dans cette section font état des constats issus des visites d'inspection effectuées dans 821 entreprises au cours de l'année 2018. Ces visites d'inspection ont porté sur les conditions de travail, le dialogue social, la protection sociale, la santé et sécurité au travail et les documents obligatoires.

3.1.1.1.1 Conditions de travail dans les entreprises visitées

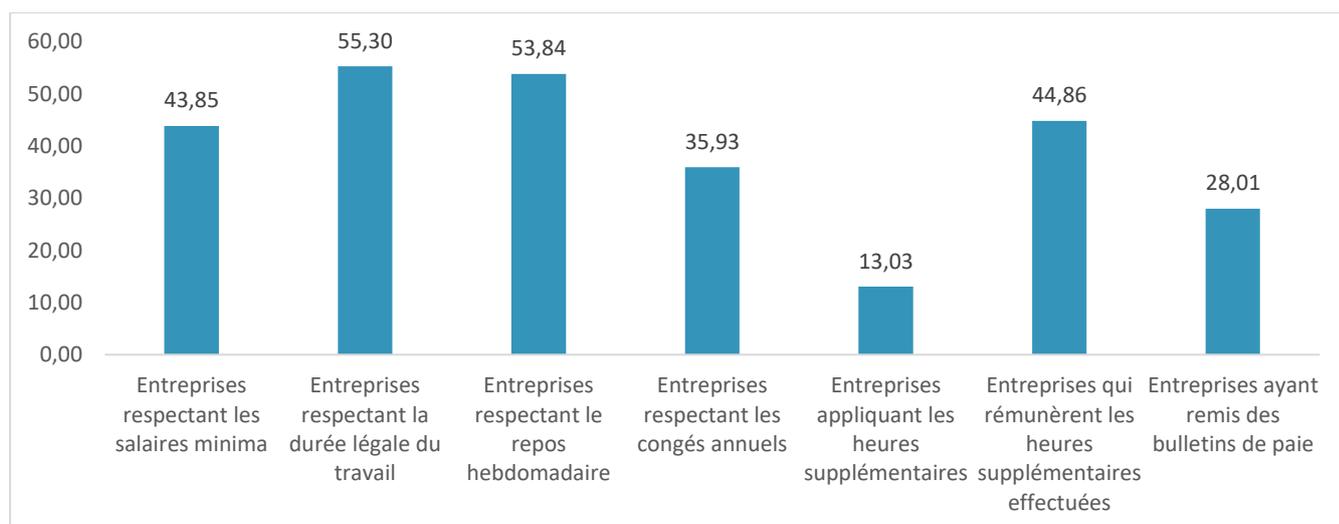
Les inspections relatives aux conditions de travail dans les entreprises ont visé le respect des salaires minima, de la durée légale du travail, du repos hebdomadaire, des congés annuels, de l'organisation des heures supplémentaires et de la délivrance des bulletins de paie. Globalement, pour chacun des aspects ayant fait l'objet des inspections, dans plus de la moitié des entreprises visitées, les conditions de travail ne sont pas respectées.

En effet, selon le graphique 8 présentant la synthèse des constats issus des visites d'inspections relatives aux conditions de travail au sein des entreprises, bien que la situation ne soit pas plus reluisante en ce qui concerne la proportion des entreprises respectant la durée légale du travail et celles respectant le repos hebdomadaire (respectivement 55,30% et 53,84%), on remarque également que dans près de 6 entreprises sur 10 visitées, les salaires minima ne sont pas respectés. Il en est de même en ce qui concerne le non-respect de la législation en matière de congés annuels (plus de 6 entreprises sur 10), la non rémunération des heures supplémentaires effectuées (près de 6 entreprises sur 10) ainsi que le non délivrance des bulletins de paie (plus de 7 entreprises sur 10).

Enfin, si tous les départements sont concernés par les manquements relevés au niveau des conditions de travail, les entreprises des départements du Mono-Couffo et des Zou-collines s'illustrent particulièrement en matière du non-respect de l'ensemble des éléments ayant fait l'objet des inspections.



Graphique 8 : Synthèse des conditions de travail au sein des entreprises visitées (en %)



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 24 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les salaires minima par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises respectant les salaires minima	Pourcentage
Atacora-Donga	210	150	71,43
Atlantique-Littoral	50	47	94,00
Borgou-Alibori	110	14	12,73
Mono-Couffo	101	28	27,72
Ouémé-Plateau	188	78	41,49
Zou-Collines	162	43	26,54
Total	821	360	43,85

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 25: Répartition du nombre d'entreprises respectant la durée légale du travail par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises respectant la durée légale du travail	Pourcentage
Atacora-Donga	210	180	85,71
Atlantique-Littoral	50	41	82,00
Borgou-Alibori	110	14	12,73
Mono-Couffo	101	13	12,87
Ouémé-Plateau	188	160	85,11
Zou-Collines	162	46	28,40
Total	821	454	55,30

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 26 : Répartition du nombre d'entreprises respectant le repos hebdomadaire par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises respectant le repos hebdomadaire	Pourcentage
Atacora-Donga	210	70	33,33
Atlantique-Littoral	50	46	92,00
Borgou-Alibori	110	97	88,18
Mono-Couffo	101	24	23,76
Ouémé-Plateau	188	159	84,57
Zou-Collines	162	46	28,40
Total	821	442	53,84

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 27 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les congés annuels par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises respectant les congés annuels	Pourcentage
Atacora-Donga	210	45	21,43
Atlantique-Littoral	50	42	84,00
Borgou-Alibori	110	26	23,64
Mono-Couffo	101	20	19,80
Ouémé-Plateau	188	128	68,09
Zou-Collines	162	34	20,99
Total	821	295	35,93

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 28 : Répartition du nombre d'entreprises appliquant les heures supplémentaires par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises appliquant les heures supplémentaires	Pourcentage
Atacora-Donga	210	8	3,81
Atlantique-Littoral	50	33	66,00
Borgou-Alibori	110	0	0,00
Mono-Couffo	101	10	9,90
Ouémé-Plateau	188	28	14,89
Zou-Collines	162	28	17,28
Total	821	107	13,03

Source : DDTFP et DGT, 2018



Tableau 29 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les conditions d'indemnisation des heures supplémentaires effectuées par département

Départements	Entreprises appliquant les heures supplémentaires	Entreprises qui rémunèrent les heures supplémentaires effectuées	Pourcentage
Atacora-Donga	8	8	100,00
Atlantique-Littoral	33	12	36,36
Borgou-Alibori	0	0	
Mono-Couffo	10	5	50,00
Ouémé-Plateau	28	6	21,43
Zou-Collines	28	17	60,71
Total	107	48	44,86

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 30 : Répartition du nombre d'entreprises ayant délivré des bulletins de paie par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises ayant remis des bulletins de paie	Pourcentage
Atacora-Donga	210	90	42,86
Atlantique-Littoral	50	35	70,00
Borgou-Alibori	110	23	20,91
Mono-Couffo	101	9	8,91
Ouémé-Plateau	188	50	26,60
Zou-Collines	162	23	14,20
Total	821	230	28,01

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.1.1.1.2 Représentation du personnel (dialogue social)

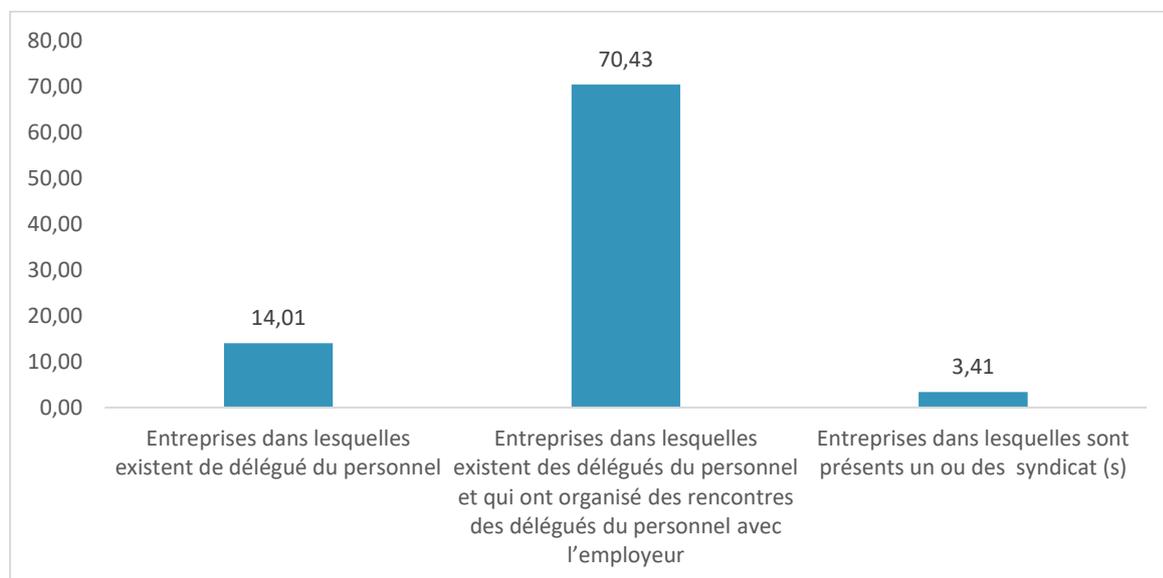
Les informations relatives aux organes représentatifs du personnel au sein des entreprises ont porté sur l'existence du délégué du personnel, l'existence des syndicats au sein des entreprises ainsi que l'organisation des rencontres des délégués du personnel avec l'employeur.

Le graphique 9 montre que la plupart des entreprises devant disposer de délégué de personnel n'en dispose pas (85,99 %) quoiqu'on puisse noter positivement qu'au sein de la minorité des entreprises ayant mis en place des délégués du personnel (14,01%), les réunions avec l'employeur se tiennent sur une base régulière (70,43%).



Enfin, les données permettent de conclure que seulement 3,41% des entreprises inspectées se sont dotées de syndicat.

Graphique 9 : Synthèse des constats relatifs à la représentation du personnel (Dialogue social) au sein des entreprises (en %)



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 31 : Répartition du nombre d'entreprises comportant des délégués du personnel par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises dans lesquelles existent de délégué du personnel	Pourcentage
Atacora-Donga	210	47	22,38
Atlantique-Littoral	50	27	54,00
Borgou-Alibori	110	5	4,55
Mono-Couffo	101	8	7,92
Ouémé-Plateau	188	7	3,72
Zou-Collines	162	21	12,96
Total	821	115	14,01

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 32 : Répartition du nombre d'entreprises dans lesquelles sont organisées des rencontres des délégués du personnel avec l'employeur par département

Départements	Entreprises dans lesquelles existent de délégué du personnel	Entreprises dans lesquelles sont organisées des rencontres des délégués du personnel avec l'employeur	Pourcentage
Atacora-Donga	47	30	63,83
Atlantique-Littoral	27	24	88,89
Borgou-Alibori	5	2	40,00
Mono-Couffo	8	8	100,00
Ouémé-Plateau	7	2	28,57
Zou-Collines	21	15	71,43
Total	115	81	70,43

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 33 : Répartition du nombre d'entreprises comportant un ou des syndicat(s) par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises dans lesquelles sont présents un ou des syndicat (s)	Pourcentage
Atacora-Donga	210	5	2,38
Atlantique-Littoral	50	15	30,00
Borgou-Alibori	110	1	0,91
Mono-Couffo	101	3	2,97
Ouémé-Plateau	188	0	0,00
Zou-Collines	162	4	2,47
Total	821	28	3,41

Source : DDTFP et DGT, 2018



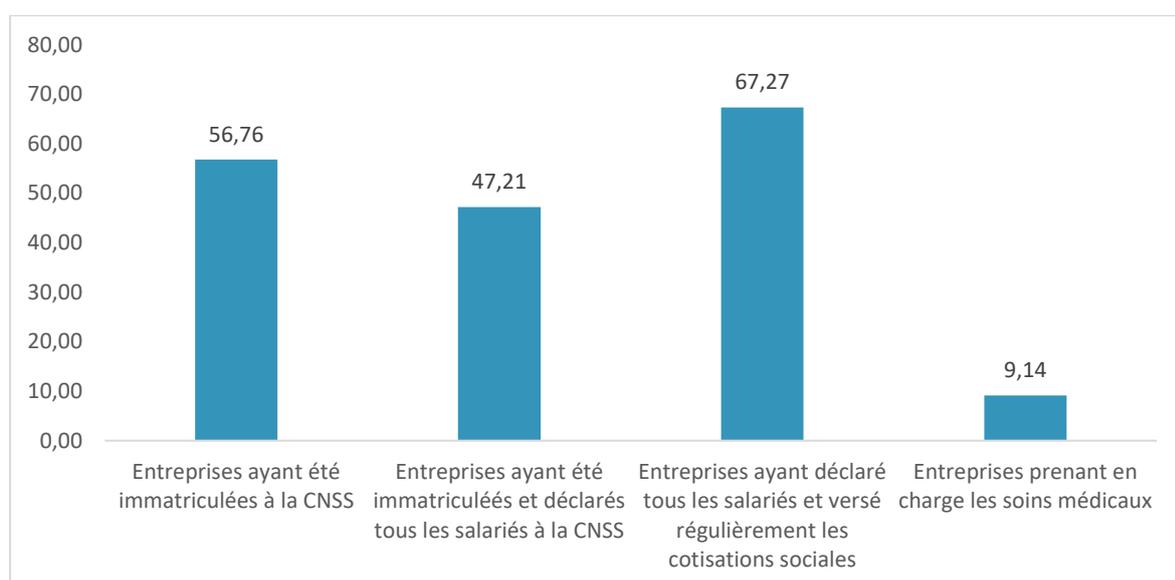
3.1.1.1.3 Protection sociale

En ce qui concerne la protection sociale, les contrôles effectués par les services d'inspection de l'administration du travail ont porté sur l'immatriculation des entreprises à la CNSS, la déclaration de tous les salariés à la CNSS, le versement régulier des cotisations sociales ainsi que la prise en charge des soins médicaux.

Selon le graphique 10, il convient de noter que plus de la moitié (56,76%) des entreprises visitées ont été immatriculées à la CNSS. Mais parmi celles-ci, seulement 47,21% ont déclaré tous les salariés. De plus, parmi ces dernières ayant déclaré tous les salariés, près de 7 sur 10 (67,27 %) versent régulièrement les cotisations sociales.

Enfin, il est important de souligner qu'une infirme partie des entreprises prennent en charge les soins médicaux (9,14%).

Graphique 10 : Synthèse des constats sur l'état de la protection sociale au sein des entreprises visitées (en %)



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 34 : Répartition du nombre d'entreprises ayant été immatriculées à la CNSS par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises ayant été immatriculées à la CNSS	Pourcentage
Atacora-Donga	210	144	68,57
Atlantique-Littoral	50	48	96,00
Borgou-Alibori	110	82	74,55
Mono-Couffo	101	87	86,14
Ouémé-Plateau	188	80	42,55
Zou-Collines	162	25	15,43
Total	821	466	56,76

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 35 : Répartition du nombre d'entreprises ayant déclaré tous les salariés à la CNSS par département

Départements	Entreprises ayant été immatriculées à la CNSS	Entreprises ayant déclaré tous les salariés à la CNSS	Pourcentage
Atacora-Donga	144	79	54,86
Atlantique-Littoral	48	30	62,50
Borgou-Alibori	82	14	17,07
Mono-Couffo	87	41	47,13
Ouémé-Plateau	80	31	38,75
Zou-Collines	25	25	100,00
Total	466	220	47,21

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 36 : Répartition du nombre d'entreprises ayant versé régulièrement les cotisations sociales par département

Départements	Entreprises ayant déclaré tous les salariés à la CNSS	Entreprises ayant versé régulièrement les cotisations sociales	Pourcentage
Atacora-Donga	79	40	50,63
Atlantique-Littoral	30	30	100,00
Borgou-Alibori	14	14	100,00
Mono-Couffo	41	21	51,22
Ouémé-Plateau	31	23	74,19
Zou-Collines	25	20	80,00
Total	220	148	67,27

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 37 : Répartition du nombre d'entreprises prenant en charge les soins médicaux par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises prenant en charge les soins médicaux	Pourcentage
Atacora-Donga	210	21	10,00
Atlantique-Littoral	50	20	40,00
Borgou-Alibori	110	11	10,00
Mono-Couffo	101	6	5,94
Ouémé-Plateau	188	5	2,66
Zou-Collines	162	12	7,41
Total	821	75	9,14

Source : DDTFP et DGT, 2018

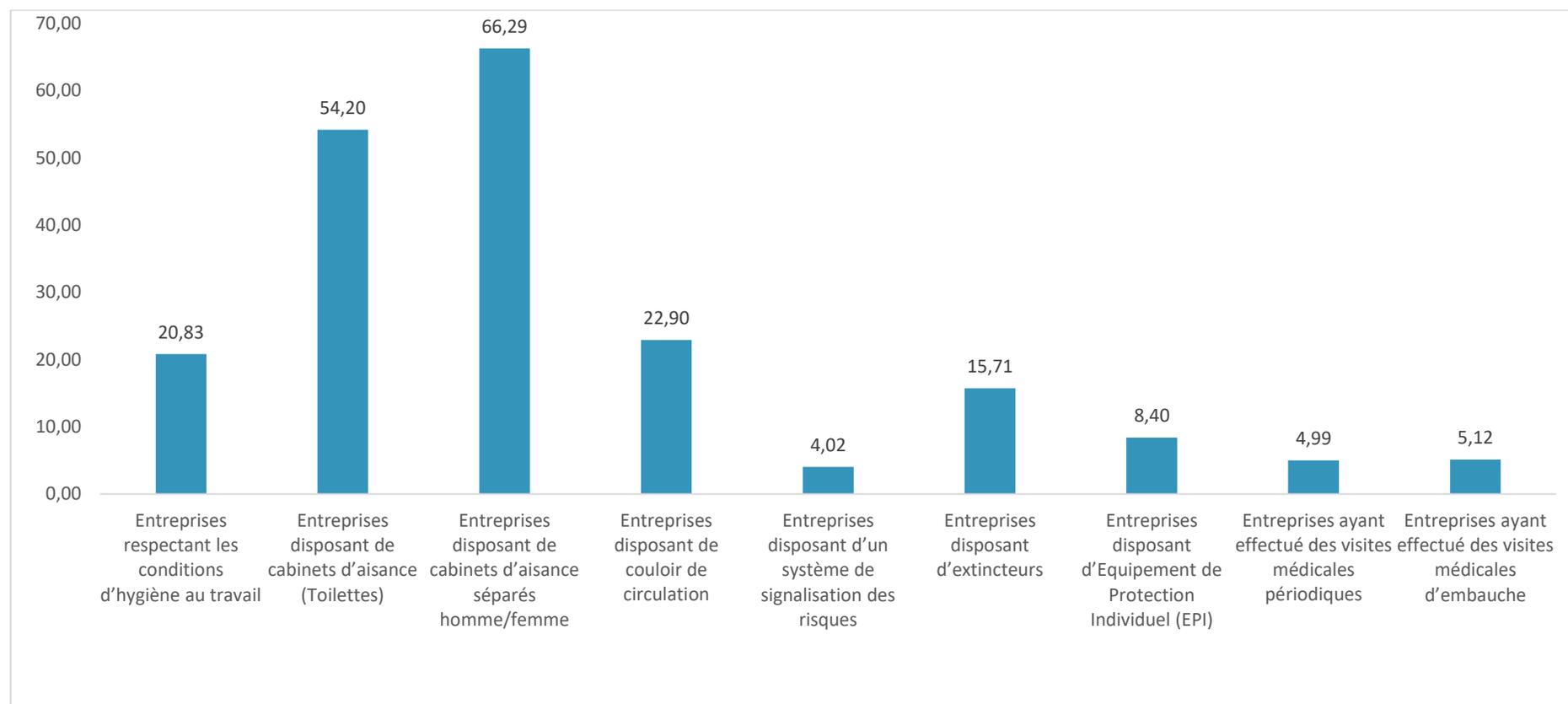
3.1.1.1.4 Santé et sécurité au travail

Au sujet des constats relatifs à la santé et sécurité au travail, les données collectées portent sur les conditions d'hygiène au travail, l'existence de cabinets d'aisance, de couloir de circulation, de système de signalisation des risques, la déclaration des accidents de travail, les visites médicales périodiques ainsi que les visites médicales d'embauche.

Il convient de noter que les conditions de santé et de sécurité au travail ne sont pas suffisamment prises en compte dans les politiques internes des entreprises. En effet, selon le graphique 11, seulement 20,83% des entreprises visitées respectent les conditions d'hygiène au travail, 4,02% ont mis en place un système de signalisation des risques et moins d'une entreprise sur 10 ont effectué des visites médicales d'embauche et des visites médicales périodiques.



Graphique 11 : Synthèse des constats relatifs à la sécurité et santé au travail au sein des entreprises visitées (en %)



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 38 : Répartition du nombre d'entreprises respectant les conditions d'hygiène au travail par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises respectant les conditions d'hygiène au travail	Pourcentage
Atacora-Donga	210	18	8,57
Atlantique-Littoral	50	31	62,00
Borgou-Alibori	110	98	89,09
Mono-Couffo	101	3	2,97
Ouémé-Plateau	188	11	5,85
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	171	20,83

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 39 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de locaux sociaux (Toilettes) par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant de cabinets d'aisance (Toilettes)	Pourcentage
Atacora-Donga	210	110	52,38
Atlantique-Littoral	50	43	86,00
Borgou-Alibori	110	85	77,27
Mono-Couffo	101	101	100,00
Ouémé-Plateau	188	96	51,06
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	445	54,20

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 40 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de cabinets d'aisance séparés homme/femme par département

Départements	Entreprises disposant de cabinets d'aisance (Toilettes)	Entreprises disposant de cabinets d'aisance séparés homme/femme	Pourcentage
Atacora-Donga	110	100	90,91
Atlantique-Littoral	43	13	30,23
Borgou-Alibori	85	79	92,94
Mono-Couffo	101	0	0,00
Ouémé-Plateau	96	96	100,00
Zou-Collines	10	7	70,00
Total	445	295	66,29

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 41 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de couloir de circulation par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant de couloir de circulation	Pourcentage
Atacora-Donga	210	75	35,71
Atlantique-Littoral	50	0	0,00
Borgou-Alibori	110	101	91,82
Mono-Couffo	101	0	0,00
Ouémé-Plateau	188	10	5,32
Zou-Collines	162	2	1,23
Total	821	188	22,90

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 42 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'un système de signalisation des risques par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant d'un système de signalisation des risques	Pourcentage
Atacora-Donga	210	5	2,38
Atlantique-Littoral	50	0	0,00
Borgou-Alibori	110	8	7,27
Mono-Couffo	101	3	2,97
Ouémé-Plateau	188	7	3,72
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	33	4,02

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 43 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'extincteurs par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant d'extincteurs	Pourcentage
Atacora-Donga	210	47	22,38
Atlantique-Littoral	50	16	32,00
Borgou-Alibori	110	12	10,91
Mono-Couffo	101	13	12,87
Ouémé-Plateau	188	19	10,11
Zou-Collines	162	22	13,58
Total	821	129	15,71

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 44 : Répartition du nombre d'entreprises disposant d'Equipement de Protection Individuelle (EPI) par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant d'Equipement de Protection Individuel (EPI)	Pourcentage
Atacora-Donga	210	19	9,05
Atlantique-Littoral	50	9	18,00
Borgou-Alibori	110	10	9,09
Mono-Couffo	101	3	2,97
Ouémé-Plateau	188	18	9,57
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	69	8,40

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 45 : Répartition du nombre d'entreprises ayant déclaré les accidents de travail par département

Départements	Entreprises ayant déclaré les accidents de travail	Pourcentage
Atacora-Donga	0	0,00
Atlantique-Littoral	5	10,00
Borgou-Alibori	3	2,73
Mono-Couffo	2	1,98
Ouémé-Plateau	5	2,66
Zou-Collines	37	22,84
Total	52	6,33

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 46 : Répartition du nombre d'entreprise ayant effectué des visites médicales périodiques par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises ayant effectué des visites médicales périodiques	Pourcentage
Atacora-Donga	210	3	1,43
Atlantique-Littoral	50	12	24,00
Borgou-Alibori	110	0	0,00
Mono-Couffo	101	1	0,99
Ouémé-Plateau	188	15	7,98
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	41	4,99

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 47 : Répartition du nombre d'entreprises ayant effectué des visites médicales d'embauche par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises ayant effectué des visites médicales d'embauche	Pourcentage
Atacora-Donga	210	5	2,38
Atlantique-Littoral	50	1	2,00
Borgou-Alibori	110	8	7,27
Mono-Couffo	101	0	0,00
Ouémé-Plateau	188	18	9,57
Zou-Collines	162	10	6,17
Total	821	42	5,12

Source : DDTFP et DGT, 2018

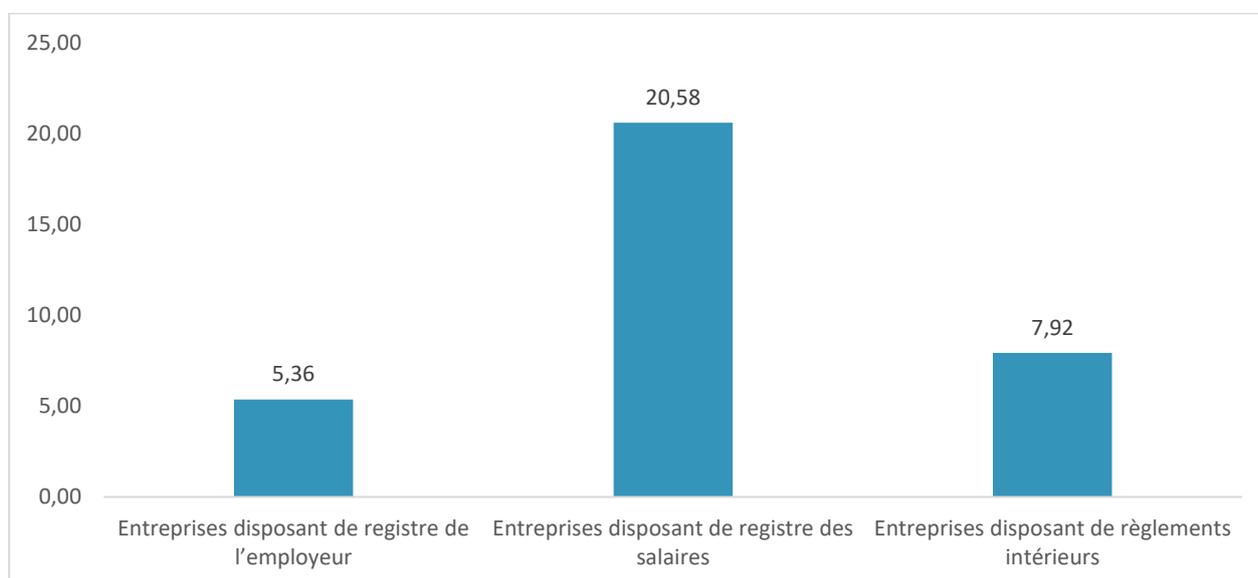


3.1.1.1.5 Documents obligatoires

Les éléments pris en compte dans cette section concernent l'existence de registre de l'employeur, de livre de paie ainsi que le règlement intérieur.

Le graphique 12 montre que la plupart des entreprises ne détiennent pas sur elles, les documents obligatoires. En effet, seulement 5,36 % des entreprises inspectées disposent de registre de l'employeur, 7,92% de règlement intérieur et 20,58% de livre de paie.

Graphique 12 : Synthèse des constats relatifs à la tenue des documents obligatoires au sein des entreprises visitées



Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 48 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de registre de l'employeur par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant de registre de l'employeur	Pourcentage
Atacora-Donga	210	0	0,00
Atlantique-Littoral	50	7	14,00
Borgou-Alibori	110	4	3,64
Mono-Couffo	101	2	1,98
Ouémé-Plateau	188	13	6,91
Zou-Collines	162	18	11,11
Total	821	44	5,36

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 49 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de registre des salaires par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant de registre des salaires	Pourcentage
Atacora-Donga	210	18	8,57
Atlantique-Littoral	50	9	18,00
Borgou-Alibori	110	87	79,09
Mono-Couffo	101	0	0,00
Ouémé-Plateau	188	55	29,26
Zou-Collines	162	0	0,00
Total	821	169	20,58

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 50 : Répartition du nombre d'entreprises disposant de règlement intérieur par département

Départements	Entreprises visitées	Entreprises disposant de règlements intérieurs	Pourcentage
Atacora-Donga	210	11	5,24
Atlantique-Littoral	50	11	22,00
Borgou-Alibori	110	15	13,64
Mono-Couffo	101	3	2,97
Ouémé-Plateau	188	6	3,19
Zou-Collines	162	19	11,73
Total	821	65	7,92

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.2 Normes du travail

Au cours de l'année 2018, l'accent a été beaucoup plus mis sur les actions de formations à l'endroit des entreprises. Au total, 725 chefs d'entreprises ont été formés sur les droits fondamentaux de travail contre 120 en 2017 (Tableau 51) et 939 personnes ont été sensibilisées sur les textes et lois en matière de travail (Tableau 53). En outre, des séances de vulgarisation des textes et lois en matière de travail ont été faites dans 377 entreprises réparties sur l'ensemble du territoire national (Tableau 52).

Tableau 51 : Répartition du nombre de chefs d'entreprise et de travailleurs formés sur les droits fondamentaux de travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	525	72,41
Atlantique-Littoral	0	0,00
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	155	21,38
Ouémé-Plateau	45	6,21
Zou-Collines	0	0,00
Total	725	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 52 : Répartition du nombre d'entreprises ayant bénéficié des séances de vulgarisation des textes et lois en matière de travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	195	51,72
Atlantique-Littoral	110	29,18
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	27	7,16
Ouémé-Plateau	45	11,94
Zou-Collines	0	0,00
Total	377	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018



Tableau 53 : Répartition des personnes sensibilisées sur les textes et lois en matière de travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	260	27,69
Atlantique-Littoral	266	28,33
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	213	22,68
Ouémé-Plateau	200	21,30
Zou-Collines	0	0,00
Total	939	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 54 : Instruments internationaux ayant fait objet de soumission

Instruments	Nombre
Protocoles	0
Conventions	1
Recommandations	0
Total	1

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 55 : Autres réalisations relatives aux normes du travail

Variables	Nombre
Conventions internationales de travail ratifiées	0
Conventions ratifiées ayant fait l'objet de rapport	0
Conventions non ratifiées ayant fait l'objet de rapport	0

Source : DDTFP et DGT, 2018



3.3 Dialogue social

L'année 2018 a connu une baisse des motions de grève enregistrées dans presque tous les secteurs d'activité. Elles sont passées de 53 en 2017 à 31 en 2018, soit une baisse de 42% (Tableau 56 et graphique 13). Les secteurs de l'éducation et de la santé cumulent à eux seuls près de 3 motions de grève sur 4 enregistrées (74,19%). En ce qui concerne le nombre de jours de grèves observés, on en dénombre 255 concentrés dans les secteurs de l'éducation, de la justice et de la santé (91,37%).

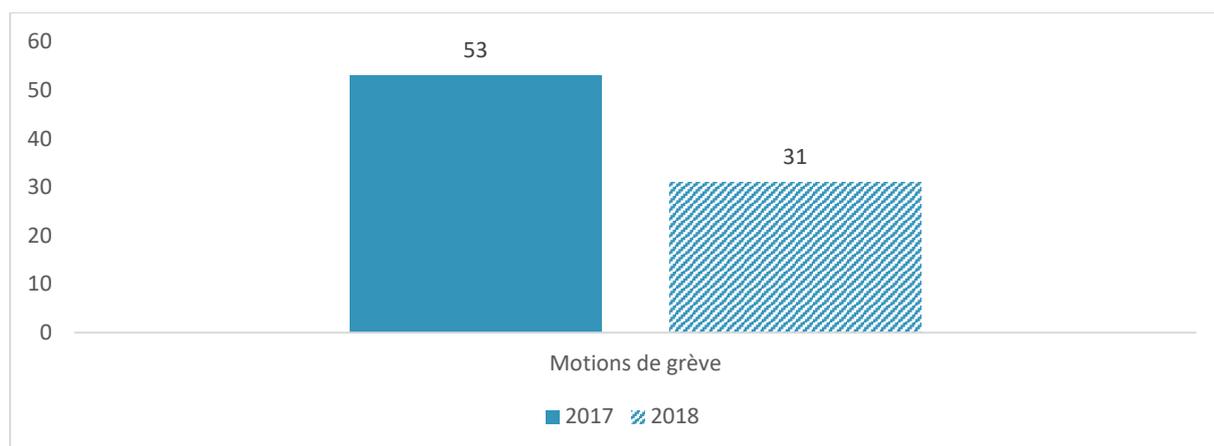
En outre, 73 doléances des organisations syndicales ont été transmises à l'occasion de la Journée Internationale du Travail dont 22 ont été satisfaites soit 30,14% (Tableau 58), 12 ministères disposent à fin décembre 2018 de Comité Sectoriel de Dialogue Social dont presque tous fonctionnels (Tableaux 58).

Tableau 56 : Répartition des motions de grève par secteur

Secteurs	2017	2018	
		Nombre	Proportion
Administration des finances	6	1	3,23
Agriculture, élevage et pêche	1	0	0,00
Education	18	19	61,29
Justice	5	1	3,23
Santé	11	4	12,90
Infrastructure et transport	7	1	3,23
Travail et fonction publique	2	0	0,00
Télécommunication	3	1	3,23
Artisanat	0	0	0,00
Commerce	0	0	0,00
Réceptif hôtelier	0	0	0,00
Industrie	0	1	3,23
Autres	0	3	9,68
TOTAL	53	31	100,00

Source : DGT, 2018

Graphique 13 : Nombre de motions de grève enregistrées en 2018 comparé à celui de 2017



Source : DGT, 2018

Tableau 57: Répartition du nombre de jours de grèves observées par secteur

Secteurs	Nombre	Proportion
Administration des finances	2	0,78
Agriculture, élevage et pêche	0	0,00
Education	89	34,90
Justice	90	35,29
Santé	54	21,18
Infrastructure et transport	2	0,78
Travail et fonction publique	0	0,00
Télécommunication	2	0,78
Artisanat	0	0,00
Commerce	0	0,00
Réceptif hôtelier	0	0,00
Industrie	4	1,57
Autres	12	4,71
TOTAL	255	100,00

Source : DGT, 2018

Tableau 58: Doléances des organisations syndicales et fonctionnement des CSDS

Variables	Nombre
Nombre de secteurs ayant observé des mouvements de grève au moins une fois dans l'année	8
Doléances des organisations syndicales transmises lors des JIT	73
Doléances transmises par les organisations syndicales lors des JIT satisfaites	22
Ministères disposant de Comité Sectoriel de Dialogue Social (CSDS)	12
Ministère disposant de CSDS fonctionnel	11

Source : DGT, 2018

3.4 Sécurité et santé au travail

Les travaux menés en 2018 en matière de sécurité et santé au travail ont permis de révéler qu'il y a 38 entreprises respectant les normes de sécurité et santé au travail sur les 821 visitées soit une proportion de 4,63% (Tableau 59). Au total, 19 entreprises ont installé en 2018 des Comités d'Hygiène et de Sécurité au Travail ainsi que des services de santé au travail (Tableau 64).

Par ailleurs, 895 cas d'accidents du travail ont été déclarés à la CNSS sur 341 258 assurés affiliés actifs, soit un taux de prévalence des ATMP de 0,26%.

Tableau 59: Répartition du nombre d'entreprises visitées respectant les normes de sécurité et santé au travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	5	13,16
Atlantique-Littoral	25	65,79
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	3	7,89
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	5	13,16
Total	38	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 60: Répartition du nombre de comités d'Hygiène et de Sécurité fonctionnels par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	3	11,54
Atlantique-Littoral	9	34,62
Borgou-Alibori	4	15,38
Mono-Couffo	1	3,85
Ouémé-Plateau	5	19,23
Zou-Collines	4	15,38
Total	26	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 61: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité disposant d'un programme d'activité annuel

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	0	0,00
Atlantique-Littoral	9	56,25
Borgou-Alibori	4	25,00
Mono-Couffo	0	0,00
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	3	18,75
Total	16	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 62: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité ayant effectué des visites des lieux de travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	3	20,00
Atlantique-Littoral	9	60,00
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	0	0,00
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	3	20,00
Total	15	100,00

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 63: Répartition du nombre de Comités d'Hygiène et de Sécurité disposant de Procès-Verbal de réunion par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	1	9,09
Atlantique-Littoral	2	18,18
Borgou-Alibori	4	36,36
Mono-Couffo	1	9,09
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	3	27,27
Total	11	100

Source : DDTFP et DGT, 2018



Tableau 64: Répartition du nombre d'entreprises ayant installé des services de santé au travail par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	0	0,00
Atlantique-Littoral	0	0,00
Borgou-Alibori	9	47,37
Mono-Couffo	3	15,79
Ouémé-Plateau	0	0,00
Zou-Collines	7	36,84
Total	19	100

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 66: Répartition du nombre de CHS ayant tenu des réunions au moins 4 fois dans l'année par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	2	15,38
Atlantique-Littoral	0	0,00
Borgou-Alibori	4	30,77
Mono-Couffo	1	7,69
Ouémé-Plateau	3	23,08
Zou-Collines	3	23,08
Total	13	100

Source : DDTFP et DGT, 2018

Tableau 67: Répartition du nombre d'entreprises ayant installé un Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS) par département

Départements	Nombre	Pourcentage
Atacora-Donga	5	26,32
Atlantique-Littoral	9	47,37
Borgou-Alibori	0	0,00
Mono-Couffo	0	0,00
Ouémé-Plateau	5	26,32
Zou-Collines	0	0,00
Total	19	100

Source : DDTFP et DGT, 2018

3.5 Mutualité et sécurité sociale

Les données présentées dans cette section concernent la mutualité et la prévoyance sociale ainsi que la sécurité sociale.

3.5.1 Mutualité et prévoyance sociale

En 2018, la Caisse Mutuelle de Prévoyance Sociale a enregistré 872 nouveaux adhérents en assurance santé contre 1171 l'année dernière soit une baisse de 25,53% (Tableau 68 et graphique 14). Cette baisse est notée au niveau des départements de l'Atlantique et du Littoral qui ont enregistré entre 2017 et 2018 une diminution de 59,57%.

S'agissant des bénéficiaires des prestations de la CMPS, on en dénombre 2123 en 2018 contre 2168 en 2017, soit une baisse de 2,08% enregistrée notamment dans les départements de l'Atlantique et du Littoral (Tableau 69 et graphique 15).

Au total, à la fin de décembre 2018, la CMPS a enregistré 44 235 adhérents des prestations relatives à l'assurance maladie et 274 en assurance retraite (Tableau 70).

Suivant la répartition géographique des adhérents (assurance maladie), en dehors des départements de l'Atlantique et du Littoral qui enregistre plus de 6 adhérents sur 10, les autres départements sont moins couverts (Tableau 70).

Concernant les indicateurs de performance de la CMPS (Tableau 71 et graphique 16), le taux de solvabilité financière relative est de 6,35% avec des risques d'insolvabilité à terme au niveau des antennes de la CMPS dans les départements de l'Atacora et de la Donga ainsi que de l'Ouémé et du Plateau.

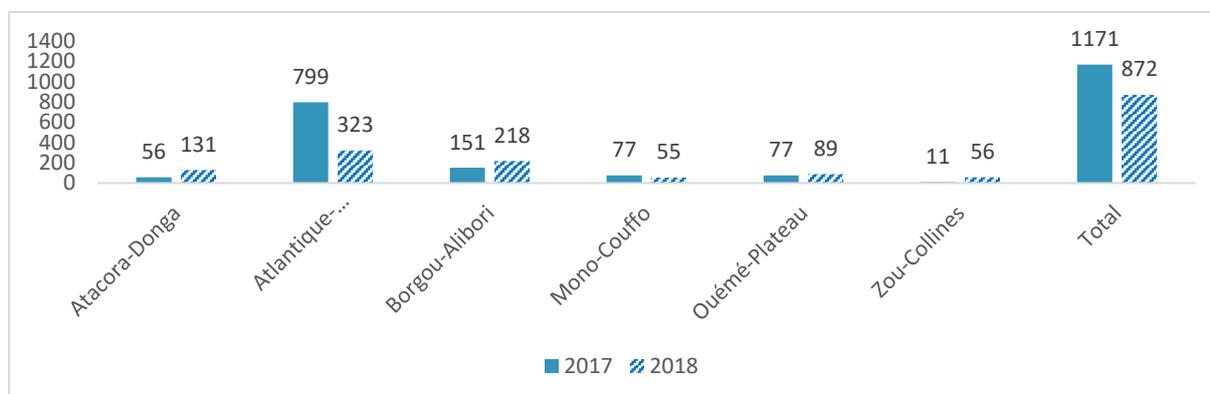
Il convient de noter que la CMPS fait face à un faible niveau de recouvrement des cotisations (38,05%).

Tableau 68: Répartition des adhérents de la CMPS par département

Départements	Nombre	Proportion
Atacora-Donga	131	15,02
Atlantique-Littoral	323	37,04
Borgou-Alibori	218	25,00
Mono-Couffo	55	6,31
Ouémé-Plateau	89	10,21
Zou-Collines	56	6,42
Total	872	100,00

Source : CMPS, 2018

Graphique 14 : Nombre d'adhérents de la CMPS enregistrés en 2018 comparé à celui de 2017



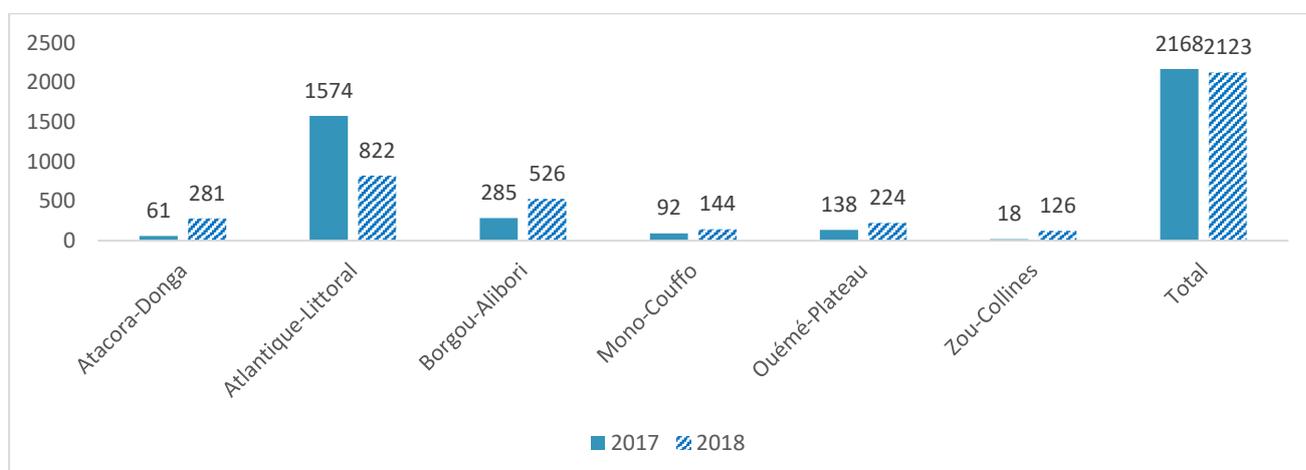
Source : CMPS, 2018

Tableau 69: Répartition des bénéficiaires des prestations de la CMPS par département

Départements	Nombre	Proportion
Atacora-Donga	281	13,24
Atlantique-Littoral	822	38,72
Borgou-Alibori	526	24,78
Mono-Couffo	144	6,78
Ouémé-Plateau	224	10,55
Zou-Collines	126	5,93
Total	2123	100,00

Source : CMPS, 2018

Graphique 15 : Nombre de bénéficiaires des prestations de la CMPS enregistrés en 2018 comparé à celui de 2017



Source : CMPS, 2018

Tableau 70: Répartition des prestations de la CMPS par département

Département	Prestations de la CMPS		Proportion	
	Assurance maladie	Assurance retraite	Assurance maladie (%)	Assurance retraite (%)
Atacora-Donga	1692	0	3,83	0,00
Atlantique-Littoral	28499	184	64,43	67,15
Borgou-Alibori	4381	82	9,90	29,93
Mono-Couffo	4094	3	9,26	1,09
Ouémé-Plateau	4764	4	10,77	1,46
Zou-Collines	805	1	1,82	0,36
TOTAL	44235	274	100,00	100,00

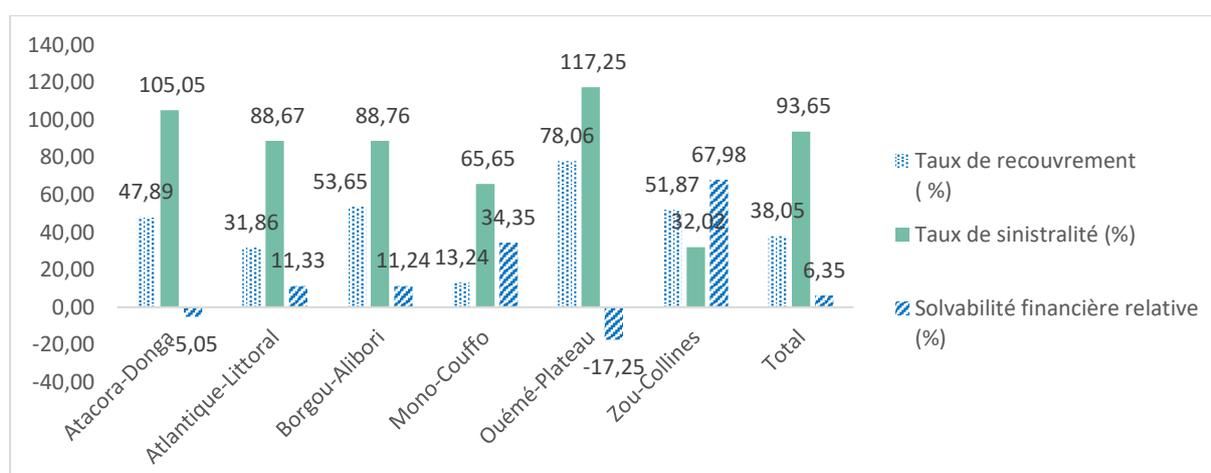
Source : CMPS, 2018

Tableau 71: Indicateur de performance de la CMPS par département

Département	INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA CMPS						
	Cotisations émises (FCFA) (a)	Cotisations recouvrées (FCFA) (b)	Taux de recouvrement (%) (b/a)	Coûts de prestations (FCFA) (c)	Taux de sinistralité (%) (c/b)	Solvabilité financière (FCFA) (b-c)	Solvabilité financière relative (%) (b-c)/b
Atacora-Donga	3 863 250	1 849 950	47,89	1943332	105,05	- 93 382	-5,05
Atlantique-Littoral	71 606 550	22 814 750	31,86	20229307	88,67	2 585 443	11,33
Borgou-Alibori	10 368 300	5 562 850	53,65	4937846	88,76	625 004	11,24
Mono-Couffo	10 222 950	1 353 600	13,24	888644	65,65	464 956	34,35
Ouémé-Plateau	11 778 450	9 193 900	78,06	10779502	117,25	- 1 585 602	-17,25
Zou-Collines	1 848 750	958 950	51,87	307010	32,02	651 940	67,98
Total	109 688 250	41 734 000	38,05	39085641	93,65	2 648 359	6,35

Source : CMPS, 2018

Graphique 16 : Indicateurs de performance de la CMPS

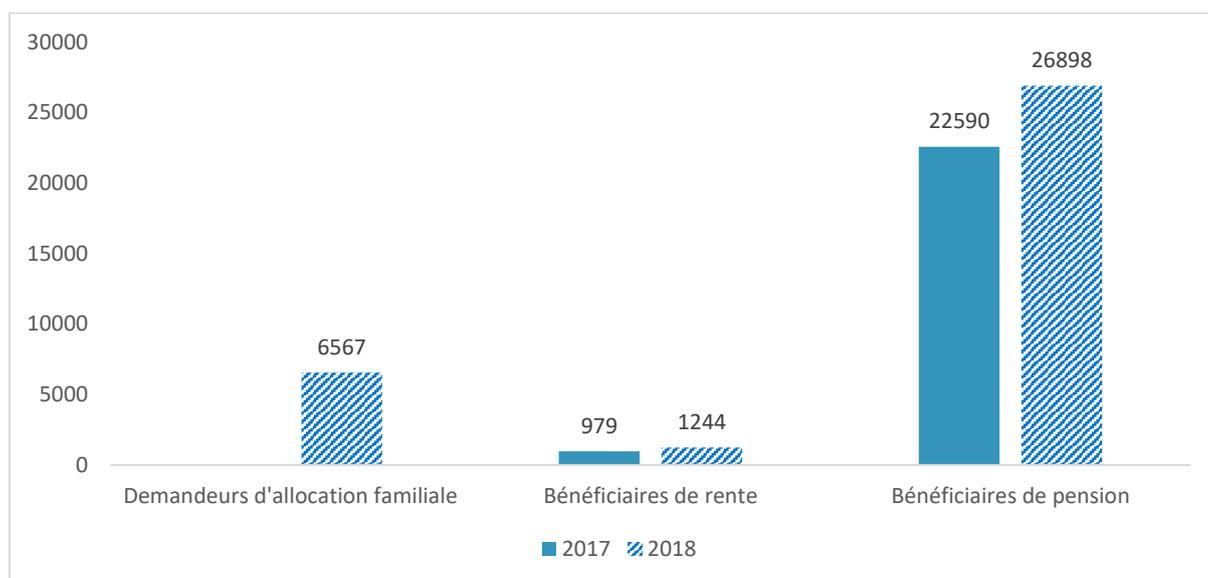


Source : CMPS, 2018

3.5.2 Sécurité Sociale

En 2018, la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale a enregistré 6 567 demandeurs d'allocation familiale, 1 244 bénéficiaires de rente ainsi que 26 898 bénéficiaires de pension (Tableaux 72, 73 et 74). Il faut noter que ces chiffres sont en progression par rapport à ceux de l'année antérieure (Graphique 17).

Graphique 17 : Prestations de la CNSS



Source : CNSS, 2018

Tableau 72: Répartition des bénéficiaires par type de pension

Type de pension	Nombre	Pourcentage
Vieillesse Normale	11459	42,60
Vieillesse Anticipé	2202	8,19
Survivant Veuve	10087	37,50
Survivant Orphelin	2697	10,03
Pension invalide	184	0,68
Allocation de vieillesse	223	0,83
Allocation Survivant		0,00
Allocation Survivant veuves	28	0,10
Allocation Survivant orphelins	18	0,07
Total	26898	100,00

Source : CNSS, 2018

Tableau 73: Répartition des bénéficiaires par type de rente

Type de rente	Nombre	Pourcentage
Incapacité Partielle/Permanente (RIPP)	830	66,72
Survivant Orphelins	121	9,73
Survivants Veuve	225	18,09
Survivants ascendant	68	5,47
Total	1244	100,00

Source : CNSS, 2018

Tableau 74: Répartition des demandeurs d'allocation familiale par type

Type d'allocation familiale	Nombre	Pourcentage
Allocation familiale en instance	2604	39,65
Allocation familiale reçue	3963	60,35
Total	6567	100,00

Source : CNSS, 2018

3.6 Travail des enfants

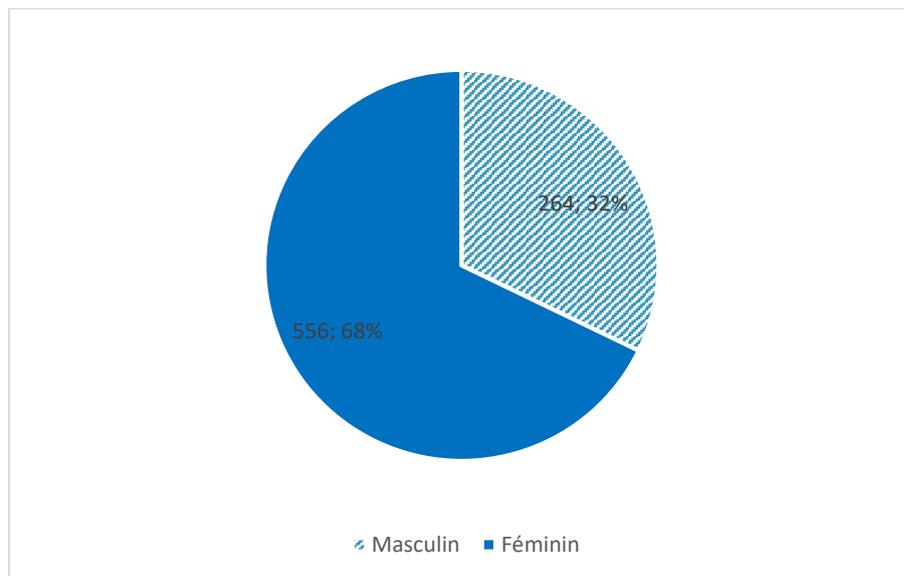
Le nombre d'enfants recensés dans les pires formes de travail a régressé de 20,77% entre 2017 et 2018 en passant de 1035 en 2017 à 820 en 2018 (Tableau 75 et graphique 19). Le graphique 18 montre que près de 7 enfants sur 10 recensés dans les pires formes de travail des enfants sont les filles (67,80%). Près de 8 enfants sur 10 ont été recensés dans les départements de l'Atlantique et du Littoral ainsi que ceux du Zou et des Collines (77,56%).

Tableau 75: Répartition des enfants recensés dans les pires formes de travail par sexe, tranche d'âge et par département

Département	Masculin					Féminin					Ensemble				
	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-17 ans	Total	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-17 ans	Total	0-4 ans	5-9 ans	10-14 ans	15-17 ans	Total
Atacora-Donga	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Atlantique-Littoral	0	15	47	0	62	0	29	41	0	70	0	44	88	0	132
Borgou-Alibori	0	10	58	0	68	0	4	14	2	20	0	14	72	2	88
Mono-Couffo	0	4	13	0	17	2	19	34	2	57	2	23	47	2	74
Ouémé-Plateau	-	-	3	-	3	0	0	19	0	19	-	-	22	-	22
Zou-Collines	1	36	75	2	114	8	105	270	7	390	9	141	345	9	504
Total	1	65	196	2	264	10	157	378	11	556	11	222	574	13	820

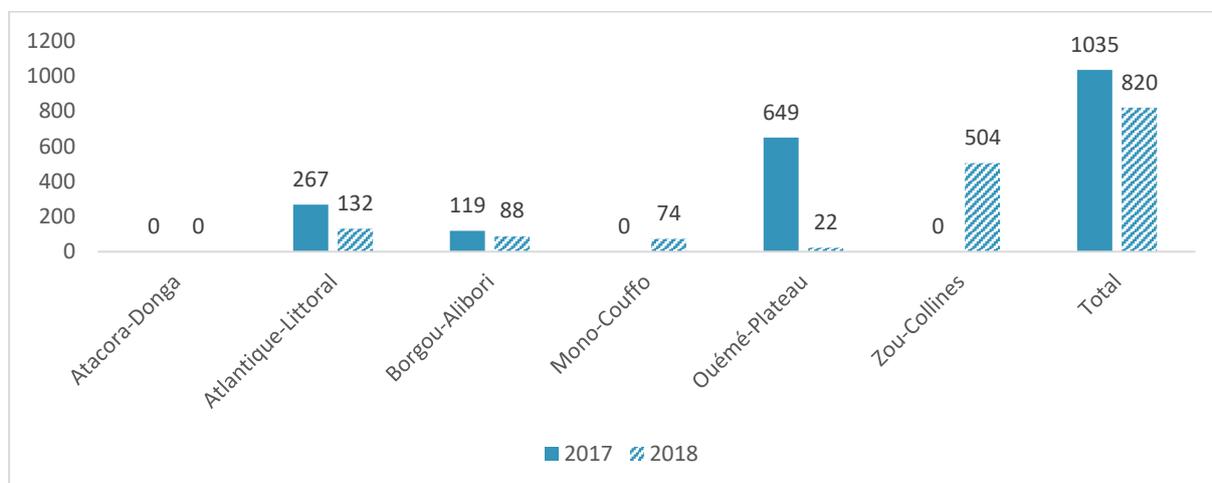
Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 18 : Enfants recensés dans les pires formes de travail des enfants par sexe



Source : DDTFP et DGT, 2018

Graphique 19 : Enfants recensés en 2018 dans les pires formes de travail des enfants par département et comparaison avec l'année 2017



Source : DDTFP et DGT, 2018

Conclusion

Le rapport sur les statistiques issues des interventions du Ministère du Travail et de la Fonction Publique dans le domaine du travail et de la sécurité sociale, est le fruit des efforts déployés par la Direction Générale du Travail en vue de rendre disponibles certaines informations utiles à l'appréciation des progrès réalisés en matière du travail.

L'année 2018 a été marquée par l'affinement des besoins en informations ainsi que l'actualisation des supports de collecte des données en vue de produire des données qui reflètent au mieux les activités des acteurs.

Ces travaux ont permis d'assurer un niveau de complétude adéquat des données. Toutes choses qui rendent cette deuxième édition, plus riche en informations répondant mieux aux besoins des utilisateurs et qui la distingue de l'édition précédente.

Des efforts doivent être déployés pour poursuivre l'amélioration du système de production des statistiques afin de produire, bien au-delà des données présentées ici, d'autres statistiques pertinentes qui permettront de rendre compte des progrès accomplis en matière de promotion du travail décent que vise le système d'administration du travail.

